SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Première Partie : Approches théoriques et objet d'étude

Chapitre I : Généralités sur la crise politique à Madagascar et cadre théorique

Chapitre II : Terrain et population d'enquête

Deuxième Partie : Radiographie de la crise politique de 2009

Chapitre III : Dynamique de la perception de la crise politique

Chapitre IV : Mass-médias et crise politique

Troisième partie : Analyses et Prospectives

Chapitre V: De la perception à la fonction des médias

Chapitre VI: Analyses et pistes de réflexion

CONCLUSION GENERALE

Bibliographie

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphes

ANNEXES

CV – Résumé

INTRODUCTION GENERALE

Dans le contexte actuel, plusieurs pays de l'Afrique sont le théâtre d'une crise politique à savoir la Syrie, la Tunisie, Côte d'Ivoire et Sénégal et également Madagascar. Généralement, le niveau de conscience politique d'une société peut en partie s'évaluer à partir de son capital social. Putnam a souligné que le déclin de la société américaine pouvait se comprendre à partir du déclin de son capital social définit comme « les caractéristiques des organisations sociales telle que la confiance, les normes, et les réseaux qui peuvent accroitre l'efficience de la société en facilitant la coordination des acteurs »[1]

Social se décline au niveau vertical des relations entre les individus ou les communautés d'individu, appelé aussi capital social civil, une période de crise est évidemment un période de tensions sur le capital social, aussi bien au niveau vertical qu'horizontal.au niveau vertical, la perte de légitimité du gouvernement risque d'affecter la confiance des individus de l'administration ; cette dernière étant aussi affectée directement dans son fonctionnement par la crise. Au niveau horizontal, des tensions peuvent surgir au sein de la population en raison des soutiens plus ou moins marqués ou avérés à un parti ou un autre .Ainsi les fortes tensions qui se sont produites dans la capitale en sont des exemples.

La grande île de l'océan Indien, Madagascar, a connu depuis un peu plus de deux ans une crise politique dont elle ne semble pas pouvoir sortir disant que c'est une crise interminable jusqu'à présent.

La crise malgache de 2009 a commencé le 17 janvier à Antananarivo. Celle ci est la 4ème grande crise politique en 50 années d'indépendance.

Le premier soulèvement qui mena à une crise première eut lieu en 1972 contre le président Philibert Tsiranana. Elle a voulu mettre fin à un régime qualifié de « néo-colonial » ; le deuxième en 1991 contre le président Didier Ratsiraka voulait mettre fin à un régime qualifié de « socialiste et de dictatorial » ; le troisième soulèvement fut postélectorale et eut lieu en 2002, l'un des candidats à la présidentielle a réclamé une victoire au 1er tour des élections organisées le 16 décembre 2001, ce qui fut fait.il s'agit de Ravalomanana Marc qui était face au président sortant Didier Ratsiraka.

[1] Andrinirina.N, Ballet.J, Rabovohitra.N, Rasolofo.P(2010).Madagascar dans la tourmente. L'Harmattan

Depuis l'indépendance, les élites malgaches n'ont jamais permis le développement d'institutions solides et stables, préférant les instrumentaliser pour servir leurs intérêts ou tout simplement les ignorer. « Ces pratiques mènent à des crises politiques cycliques. Tous les présidents depuis l'indépendance ont ainsi été écartés du pouvoir par la rue (1972, 1991, 2002 et 2009). Malgré ces crises, ces élites parviennent à entretenir et reproduire des réseaux de pouvoir politique et économique népotiques, qui étranglent le pays, bloquent tout développement de l'Etat de droit et l'appauvrissent considérablement. »[2]

Dans ce présent mémoire la perception de la crise politique concernera la compréhension de celle-ci ainsi que ses facteurs explicatifs et ses effets en général sur le social, économique et politique en général.

1. Choix du thème

Si nous avons opté pour ce thème, c'est parce que premièrement nous avons constaté que cette situation de crise politique devient cyclique à Madagascar.

Deuxièmement, la crise politique est une réalité actuelle qui est vécue par tous les malgaches et finalement la perpétuation de cette crise devient un problème sans fin et a pour conséquence de troubles sociales, économique et politique sur le pays.

2. Choix du terrain

Le terrain a été choisi afin de faire une étude comparative de la perception de deux classes sociales différentes notamment au niveau de cadres professionnels et des habitants des bas quartiers d'Antananarivo. La base de cette comparaison est en fonction du niveau culturel, c'est-à-dire le niveau intellectuel mais aussi du niveau économique et niveau de vie en général. En effet nous savons que les personnes cadres en général ne vivent pas dans les bas quartiers et ont un niveau intellectuel plus élevé, un niveau de vie plus ou moins stable, un emploi stable alors que les habitants des bas quartiers vivent dans des milieux insalubres, ont généralement un faible niveau intellectuel, un emploi souvent précaire ou sous emploi, et aussi un faible niveau de vie. C'est en fonction de cette différence donc que nous allons étudier la perception de la crise politique de 2009.

[2]Ralambomahay.T(2011).Madagascar dans une crise interminable,L'Harmattan

3. Problématique

Comme problématique, la question qui se pose est la suivante : «comment la crise politique est-elle perçue en fonction des niveaux de vie ? »

Nous entendons par niveau de vie la quantité de biens et services dont peut disposer un individu ou un groupe social, ici nous allons comparer la perception de 2 différentes classes sociales en fonction de leur niveau de vie, à savoir les classes moyennes supérieures ou couches moyennes aisées : « cadres professionnels » et les classes inférieures comme les personnes issues des « bas quartiers »

4. Hypothèses

Comme propositions de réponses à la problématique posée ci-dessus, nous proposons deux hypothèses dont la validation constitue la pierre angulaire de ce travail de recherche. Ainsi nous supposons que :

- Le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique
- Les mass-médias contribuent à la construction de la perception de la crise politique.

5. Objectifs

-Objectif général

> apporter une meilleure contribution à la connaissance de la perception d'une crise politique ;

-Objectif spécifique

> comparer la perception de la crise politique en fonction des classes sociales en prenant comme cible les habitants des bas quartiers et les cadres professionnels

>dégager les facteurs explicatifs sur la perception d'une crise politique

6. Méthodologie

Pour une connaissance plus approfondie de notre objet d'étude nous avons opté pour l'utilisation et des méthodes quantitatives et des méthodes qualitatives.

- Techniques quantitatives :

- des données chiffrées de la statistique comme bases de donnés nécessaires qui serviront comme appui dans les analyses mais aussi afin d'évaluer sur le plan économique et social les effets de cette crise en général sur le pays.
- les résultats d'enquêtes par questionnaire pour répondre à la problématique et vérifier les hypothèses de recherche

- Techniques qualitatives :

- des recherches documentaires qui nous ont permis d'avoir une meilleure connaissance de la littérature scientifique concernant notre objet d'étude ;
- des entretiens individuels libre : auprès des politiciens de l'Etat afin d'avoir une idée générale plus approfondie de la crise politique.
- des entretiens dirigés : interview avec les personnes venant des bas quartiers et des cadres professionnels au sein des entreprises pour le recueil des informations concernant la perception de la crise politique.
- des observations directes libres qui nous ont permis et de circonscrire notre objet d'étude et surtout de formuler notre sujet, notre problématique ainsi que nos hypothèses
- des observations participantes au cours desquelles nous nous sommes liés d'amitié avec les enquêtés que ce soit cadres professionnels ou habitants des bas quartiers.
- Echantillonnage :nous avons eu comme tirage de population enquêtée 30 (trente) individus issues des bas quartiers et également 30 (trente) cadres professionnels qui sont égale à 60 individus en totalité.

7. Limites et problèmes rencontrés

Bien que les travaux de recherche aient pu être menés à terme, notamment en ce qui concerne l'enquête, nous avons été confrontés à quelques difficultés dans la réalisation de nos travaux de recherche.

Tout d'abord le manque de donnés concernant les statistiques étant donné que très souvent les données chiffrées n'existent pas ou sont inexistantes. Par ailleurs, au cours des enquêtes, certains individus que l'on a voulu enquêté refusaient catégoriquement de participer car non seulement ils étaient pressés mais aussi ils refusaient de participer vue le contexte de la situation politique actuelle.

8. Plan du travail

Afin de mener ce travail à son terme, il nous faut, dans un premier temps, connaître ce qu'il s'agit d'étudier, c'est-à-dire circonscrire l'objet d'étude, le définir afin de fonder notre recherche. Pour cela, nous présenterons dans une première partie les approches théoriques et l'objet d'étude à savoir les généralités sur le sujet, le cadre théorique ainsi que la présentation du terrain et de la population d'enquête.

Dans un second temps, nous exposerons les résultats obtenus lors de nos recherches à partir de l'exposé des données quantitatives et qualitatives.

Dans un troisième et dernier temps enfin, nous validerons, à partir du couplage des données quantitatives et qualitatives, les hypothèses avancées pour répondre à la problématique. Par la suite, nous présenterons quelques critiques et analyses ainsi que des pistes de réflexion et des propositions de solution du phénomène étudié comme prospectives.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

PREMIERE PARTIE

Approches théoriques et objet d'étude

Rapport-Gratuit.com

Avant toute recherche, il faut au préalable définir l'objet d'étude de recherche, ici nous parlons notamment de la crise politique. En premier lieu nous allons parler des généralités sur la crise politique en évoquant des rappels historiques des différentes crises politique qui se sont déroulées à Madagascar puis retracer les contextes actuelles et donner une définition de la politique, de la crise politique ses facteurs explicatifs et ses effets en général. Ce n'est qu'après que nous allons proposer nos cadres théoriques et présenter notre terrain de travail ainsi que notre population d'enquête.

Chapitre I : Généralités sur la crise politique à Madagascar et cadre théorique

Ce premier chapitre concernera les contextes historiques des crises qui se sont succédées à Madagascar depuis l'indépendance, afin de faire des analyses sur leur origine et leurs effets sur le social.

I. Généralités sur la crise politique à Madagascar

1. Rappel historique des crises politiques à Madagascar

a. Crise politique de 1972 :

Sur papier, Madagascar a eu son indépendance depuis la déclaration de la naissance de la République de Malgache en 1958. A partir du mois d'octobre de cette année, la Grande Ile adoptait sa propre Constitution ainsi que son drapeau (rouge, vert et blanc) et son hymne national (Ry tanindrazanay malala ô). Ce qui fait que théoriquement, Madagascar est devenu un pays autonome et souverain.

Cependant, tous ces symboles étaient considérés comme des mises en scène et des mascarades aux yeux de la population Malagasy en particulier au niveau des intellectuels. Partout où elle va, les français étaient omniprésents. Du palais présidentiel où le secrétaire général était un colon jusqu'au programme de l'éducation de ses citoyens qui était calqué sur programme français. Conscient de cette indépendance de façade, les malagasy se sont révoltés contre le régime Tsiranana. Ainsi, le 1er avril 1971, le parti politique MONIMA dirigé par Monja Jaona fut le premier à défier le pouvoir central.

Les raisons de cette insurrection dans le Sud étaient nombreuses. Parmi elles on peut citer les raisons culturelles et économiques. « L'impôt de capitation que les français ont introduit (et de ce fait, une des séquelles de la colonisation) était incompatible avec la culture locale liée étroitement au bétail. Il y a aussi la raison politique »[3]. Si le parti de Monja Jaona est un parti très populaire dans la partie Sud de l'île, il n'avait pas de représentants au sein du parlement. En plus de ces deux raisons, il y a la question environnementale caractéristique du Sud qui accentue la révolte : la sécheresse engendrant la famine.

[3]Andriamirado.S(2000).Madagascar depuis 1972, La marche d'une révolution, L'Harmattan

Si Monja Jaona était l'amorceur de la chute du régime PSD (Parti Social Démocrate), la grève des étudiants en médecine de Befelatanana était décisive pour l'éviction de Tsiranana. Avec cette grève, de 1972 des étudiants de l'université avec les lycéens rejoignaient leurs collègues. Du coup la grève se généralisait. Face à ce problème, le régime décidait d'arrêter les meneurs de la grève ainsi que des centaines des étudiants furent déportés à Nosy Lava. Comme réaction, les manifestants ne se laissaient pas faire car ils étaient descendus dans la rue pour demander la libération des déportés. Décidé à rester au pouvoir, le régime PSD avait donné l'ordre de tiré sur les manifestants. C'est de ce fait que la place symbolique du 13 Mai vit le jour.

On peut alors dire que le facteur éducationnel était au cœur de cette crise. Leur principale revendication était en effet, le départ des français et la réforme du système éducatif qui doit correspondre à la situation Malagasy est non calquée de l'Hexagone.

Examiné à fond, la racine de cette crise de 1972 était une crise identitaire.

Notons aussi que Rasolo André dans Autour de Mai 1972 : La question du pouvoir, Cahiers des sciences sociales, n°1, Filière Sociologie ESDEGS, Antananarivo, Université de Madagascar, 1984, mentionne « la lutte intestine au sein du PSD comme l'accélérateur de la chute de Tsiranana ainsi que sa politique extérieure avec le régime apartheid de l'Afrique du Sud. »[4]

b. Crise politique de 1991 :

Suite à un long manœuvre dans la transition de 1972 à 1975, Ratsiraka Didier accéda au pouvoir en Décembre 1975. Avec l'avènement du socialisme véhiculé dans le Boky Mena (Livre rouge) devient la mode. Le socialisme était alors considéré comme la solution et réponse aux aspirations des manifestants de 1972. Avec cette politique, il y avait une succession de nationalisations des industries françaises et une « défrancisation » car presque tous les assistants français étaient priés de quitter le pays. En échange, des « experts » soviétique et nord coréens sont venus pour prendre leur place.

[4]RASOLO(A)(1984)La question du pouvoir, Cahiers des sciences sociales,n°1,Filière sociologieESDEGS,Antanarivo,Univèrsité de Madagascar

« De cette politique socialiste mal conçue, mal gérée et mal comprise traduite par l'interventionnisme de l'Etat et l'économie administrée »[5]il en résulte une forte paupérisation de la population. Les produits de premières nécessités deviennent de plus en plus rares expliquant les longues queux devant la porte des Fokontany pour leurs achats. Un bureau administratif s'est vu transformé en central d'achat.

Une autre conséquence de l'adoption du socialisme est la naissance d'une sorte de parti unique : le FNDR (Front National pour la Défense de la Révolution). Celui-ci est le regroupement des partis politiques adhérant aux « idéologies » du Socialisme Malagasy. Seuls les partis membres de ce front peuvent se porter candidat lors des élections. La pensée unique commence alors à s'installer progressivement et agressivement à Madagascar. Les informations étaient bien contrôlées par le régime.

Etouffée par la pauvreté croissante et muselé le Hery Velona Rasalama a vu le jour après la concertation nationale menée par le FFKM (Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara) en Août 1990. Ce Hery Velona Rasalama devient alors une opposition structurée face au régime.

En instrumentalisant habilement la souffrance de la population, les principaux meneurs de l'opposition ont menée une grève le 1er Mai 1991. C'est au cours de cette manifestation que quelques manifestants ont pu exprimer librement leurs mécontentements envers le régime.

Il faut dire que l'opposition est « aidée » par l'évolution du contexte international parce que la Démocratie devient l'une des conditions de toute aide internationale. En plus, la chute du Mur de Berlin en Novembre 1989 et l'éclatement de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) étaient le signe d'une nouvelle ère mondiale à laquelle Madagascar doit s'adapter.

Le Hery Velona soutenu par une large population et favorisé par le changement mondial était alors en position de force. C'est ainsi qu'il réclamait le changement de la Constitution et le départ de Ratsiraka. Décidé à rester au pouvoir, ce dernier refuse tout compromis. Face à cette persistance de Ratsiraka, le Hery Velona avait mis en place un gouvernement insurrectionnel à la tête duquel se trouvaient le général Rakotoharison et le Premier Ministre Zafy Albert. Et pour mettre un peu plus de pression sur le régime, ils ont organisé une marche vers le Palais présidentiel de Mavoloha le 10 aout 1991.Une marée humaine quitta alors la place du 13 Mai. La garde présidentielle avait alors répliqué par des tirs sur les meneurs et sur la foule. Plusieurs participants furent tués, blessés et des

[5]ROUBAUD(F),(2000) Identités et transition démocratique : L'exception Malgache ?, Tsipika,L'Harmattan, Antananarivo/Canada

personnes portées disparues. Les champs de rizière environnants furent transformés en champ de mines qui explosèrent sous leurs pieds.

c. Crise politique de 2002 :

Après quelques années d'exil en France suite à sa destitution, Ratsiraka revenait à Madagascar en 1997 en vue de se porter candidat à la prochaine élection présidentielle. Elu, il décida de se porter encore candidat lors de l'élection de 2002. Du côté des opposants, ils se sont réunis (Réunion de Manambato, le 3 février 2001) et se sont mis d'accord pour désigner un candidat pouvant faire face à Ratsiraka. A l'issue de cette réunion que le jour est venu d'avoir un président Merina.

Ravalomanana avait sentit l'opportunité en répondant aux « critères » à la fois à la demande de la population et des politiciens, qui était alors le Maire de la capitale, se porta candidat à l'élection présidentielle. La tension montait ainsi d'un cran vu que le Maire fut le favori dans la course à la magistrature suprême. Menacé par la puissance de ce nouvel homme, un « olom-baovao », Ratsiraka, par l'intermédiaire de son réseau faisait tout pour ériger des obstacles à l'encontre de cet outsider. Tout cela n'avait pas le résultat escompté mais donnait encore de plus en plus de poids à Ravalomanana. Son capital électoral fructifiait de jour en jour. De plus, sa puissance économique le mettait en devant de la scène politique, de même que son efficacité et sa performance à la tête de la capitale.

Deux puissants candidats s'affrontaient ainsi le 16 Décembre 2001. Si le candidat sortant, Ratsiraka, avait l'appareil d'Etat comme arme, Ravalomanana quant à lui, avait d'abord son empire Tiko, ensuite l'appui (même implicite) du FFKM et enfin les gourous (dont Rakotonirina Manandafy et Ratsirahonana Norbert Lala) de la politique Malagasy qui voulait le départ illico de Ratsiraka. En procédant à la guerre de nerf, l'administration Ratsiraka d'un côté, publiait les résultats de l'élection selon lesquels aucun candidat n'avait pu obtenir la majorité exigée par la loi électorale. Ce qui signifie que Ratsiraka et Ravalomanana devraient procéder à un second tour. De l'autre côté, Ravalomanana et son équipe avec son propre système de comptage de voix basé à Ankorondrano proclamait qu'ils ont la majorité des voix. C'est ainsi qu'ils ont organisé le Noel de la victoire et des meetings au début du mois de janvier 2002 en signe de protestation des résultats officiels et en effet, du second tour. La tension devenait alors hautement tendue. Une explosion sociopolitique était à craindre.

d. Crise politique de 2009 :

L'élément déclencheur de cette quatrième grande crise Malagasy est la fermeture de la station télévisée du Maire de la capitale Rajoelina par le pouvoir central en décembre 2008. Donnant un ultimatum au régime pour l'ouverture du Viva, Andry Rajoelina organisait un meeting à caractère religieux d'abord le mois de janvier pour mesurer son poids politique sur la place du 13 mai, ensuite un meeting politique en inaugurant la « Place de la Démocratie » à Ambohijatovo. Pendant cette inauguration, il réclamait la démission de quelques ministres de Ravalomanana pour mauvaise gestion, cela à part la demande d'ouverture de Viva. Depuis, les meetings s'intensifiaient et la liste de sa demande ne cessait de s'allonger comme la démission du président de la République à cause de « trahison », de la « vente de la patrie ». C'est dans cette logique qu'à la fin du mois de janvier 2009, que Rajoelina s'autoproclamait président de la Haute Autorité de l'Etat et de ce fait, en charge des affaires d'Etat.

Avec la fermeture du Viva et l'événement du 26 janvier, durant lequel des usines et entrepôt ainsi que des stations médiatiques supposées appartenant à Ravalomanana ont été brûlés par les manifestants (des magasins appartenant à des particuliers ont été aussi saccagés ainsi que la station de télévision et de la radio nationale à Anosy), la guerre entre le président de la République et le Maire est déclarée.

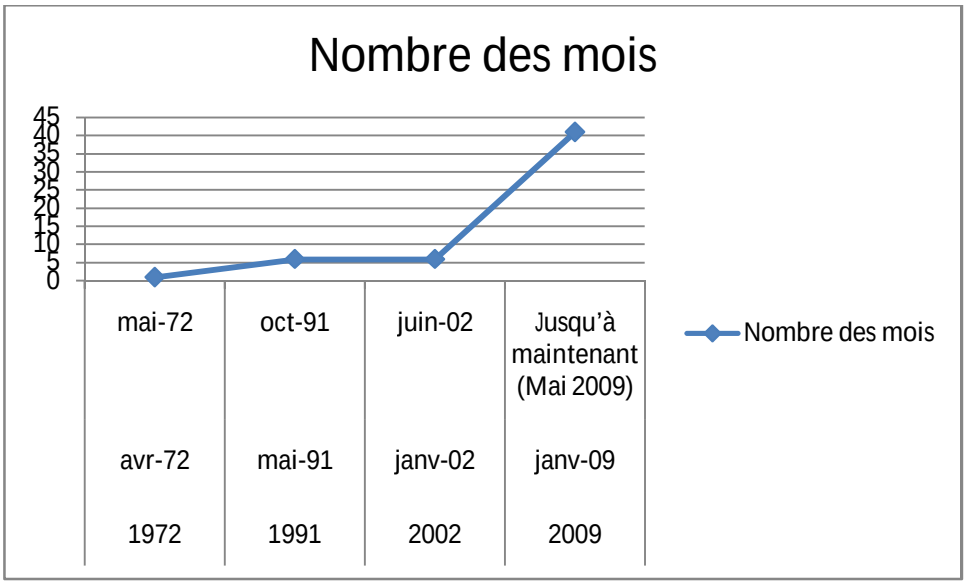
Notons que c'est pour la première fois, l'armée était intervenue directement dans la crise en donnant un coup de main à Rajoelina plusieurs circonstances. D'abord lors de la mutinerie du CAPSAT, ensuite lors de la prise des palais d'Etat (Ambohitsirohitra, Mavoloha) enfin, lors de la passation du pouvoir de Ravalomanana aux hauts gradés de l'armée, qui, sous les menaces des sous officiers, transfèrent le pouvoir à un civile. La crise de 2009 a donc une dimension militaro-civile.

Tableau 1: Durée des quatre crises politiques à Madagascar

Crises de :	Début	Fin	Nombre des mois
1972	Avril 1972	Mai 1972	1
1991	Mai 1991	Octobre 1991	6
2002	Janvier 2002	Juin 2002	6
2009	Janvier 2009	Jusqu'à maintenant (juin 2012)	41

Source : « enquête personnelle, février 2012 »

Graphe 1: Durée des quatre crises politiques à Madagascar



Source : « enquête personnelle, 2012 »

Nous disons souvent que les crises qui se sont succédées à Madagascar sont cycliques, nous avons élaboré ce tableau à fin de résumer la durée des crises politiques, en effet c'est celle de 1972 qui a été la plus courte des crises politiques ; et celle 1991 et 2002 ont durées environ 6 mois, cependant celle qui est actuelle, la crise politique de 2009 continue à s'élargir sans fin jusqu'à maintenant 2012. La population vit donc dans une crise politique interminable et pérennisée. Ainsi c'est cette pérennisation de la crise politique qui va être l'origine de la perception de la crise politique.

2. Contexte général actuel

a. Sur le plan économique

Madagascar a en effet connu des années difficiles depuis 2009. La Banque mondiale a noté dans son bulletin de programmes de février que « la situation politique actuelle et la crise financière mondiale ont de lourdes conséquences sur l'économie de Madagascar, entraînant un recul de la croissance économique et des pertes d'emploi».
« La diminution de la demande des principaux produits d'exportation malgaches, notamment de la vanille, des clous de girofle, du café et des crevettes, reflète la récession qui touche le commerce international. En outre, conséquence directe de la crise politique, les bailleurs internationaux ont réduit leurs aides humanitaires non essentielles, qui représentaient jusque 70% des dépenses gouvernementales », d'après» le Fonds monétaire international.

La Banque mondiale a fait état de 228 000 pertes d'emploi, essentiellement dans les zones urbaines et résultant en grande partie d'un recul net du tourisme et de la suspension d'un accord commercial préférentiel avec les Etats-Unis c'est-à-dire l'AGOA ou African Growth Opportunity Act, auquel l'industrie malgache du textile dépendait fortement. Jusqu'à 50 000 emplois sont aujourd'hui menacés par la fermeture des usines de textile, qui n'auront plus le droit d'exporter vers les Etats-Unis.
A Madagascar, selon la Banque mondiale, la croissance économique s'est effondrée pour atteindre à peine 0,6 pour cent en 2009, contre 7% en 2008. Ces chiffres suggèrent que les investissements publics ont diminué d'environ 30 pour cent, la construction de 40 pour cent, les importations de 22 pour cent, et la consommation d'énergie de 15 pour cent.
« L'inflation à Madagascar reste stable, évaluée à 9,2% en 2010contre 9% en 2009 en moyenne annuelle. Cette hausse de 0,2% provient surtout de la hausse plus importante des prix des produits locaux de 10,4% contre 8% en 2009(contribuant 82% de la hausse des prix) dont le riz, en particulier, qui a connu une hausse de 13,2% en 2010 contre 2,5% en 2009. Parallèlement, la masse

monétaire a connu une augmentation de l'ordre de 9,4% suite à une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie, malgré la diminution des créances nettes sur l'Etat de 141,8% »[6]

b. Sur le plan social

i. Santé

Près de 70 pour cent des Malgaches vivent en deçà du seuil de pauvreté, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). « Dans ce contexte assurer le respect des droits fondamentaux de la population reste crucial », d'après un rapport publié par l'UNICEF en février. « La situation présente un risque d'augmentation du niveau de vulnérabilité, en particulier des enfants et des femmes ».

Les investissements sociaux auraient en effet diminué environ d'un montant de 200 millions de dollars, et la coupure budgétaire correspondante dans le secteur de la santé a remis en question la prestation des services de base, en particulier l'inoculation des vaccins courants, notamment les vaccins contre la rougeole, le tétanos et la polio ou le BCG (Bacille de Calmette et Guérin, un vaccin contre la tuberculose), subventionnés jusqu'à 50 pour cent par le gouvernement.
« Aujourd'hui, notre priorité est de surveiller la vulnérabilité des enfants et d'agir en conséquence, en tenant compte de l'érosion des services essentiels offerts aux enfants »[7], a déclaré à IRIN Bruno Maes, directeur de l'UNICEF Madagascar. L'organisme prévoit un doublement des dépenses en vaccinations de routine, pour combler le manque de fonds gouvernementaux et assurer que les enfants reçoivent des vaccins de routine.

ii. Insécurité croissante

Indépendamment du contexte de crise politique l'occurrence d'actes d'insécurité est si forte à Madagascar que les situations d'insécurité constituent un handicap pour le développement socio-économique. Ces actes d'insécurité n'épargnent aucun milieu ou régions, dans les villes, la recrudescence de l'insécurité appréhendée à travers l'intensification des petits vols menés par les pickpockets dans les rues de actes de banditisme, des cambriolages, des viols, voire éventuellement de actes de kidnapping et des meurtres

[6]Rapport économique et financier 2010-2011. (2011).INSTAT
[7]Op.cit

La dégradation des conditions de vie constitue dans un premier temps, une explication à un tel phénomène. Mais une relative dispersion d'armes ainsi qu'une certaine détérioration de la mentalité ont aussi été ressentie.

iii. *Education*

Au cours du premier semestre 2009, les effets de la crise sur le système éducatif ont été dans un premier temps ressentis sur l'administration de l'éducation. En effet, « conformément à la loi de finance rectificative promulguée après l'avènement de la crise, seulement 64,25 % du budget annuel initial a pu être dépensé au niveau de chaque direction régionale de l'éducation nationale »[8] ; ces restrictions budgétaires ont par conséquent affecté certains types de dépenses, en particulier les lignes budgétaires afférentes aux couts variables comme les cérémonies et visites officielles, les frais de déplacement et indemnité de missions intérieures. Actuellement, il y a aussi la grève des syndicats des professeurs des lycées et des maitres FRAM , qui revendiquent leur indemnité de logement ,la hausse des salaires, et les indemnité social relative à leur droit .

c. Définition de la crise politique

Une crise politique est un moment important, grave et parfois décisif dans la vie d'un pays comme le notre. Elle reflète l'inadéquation manifeste entre l'organisation d'une institution politique ou publique et la réalité. Exemple : crise politique de 1991 lors de la chute du gouvernement de Ratsiraka, jusqu'à la constitution d'un nouveau gouvernement. Une crise peut provoquer des manifestations, des grèves, des mouvements sociaux, des émeutes voire une révolte ou une révolution. Ce terme, au sens originel du mot, concerne des événements qui introduisent des ruptures, des changements. Pour les déceler, il faut éviter d'appeler prématurément " crise " tout événement sortant de l'ordinaire. Par exemple, en raison de la complexité du jeu politique, peuvent surgir des tentatives pour faire naître des phénomènes que l'on va baptiser rapidement et à tort " crise ", alors que ce ne sont que des événements inconsistants, sans effet véritable, et sans suite. Par exemple, un leader politique, ou un homme politique qui tente de se positionner comme un leader politique, menace de dénoncer un accord de gouvernement pour faire valoir son point de vue ou tester son poids réel dans le rapport de force.

[8]Andrinirina.N, Ballet.J, Rabovohitra.N, Rasolofo.P(2010).Madagascar dans la tourmente. L'Harmattan

i. Facteurs et détonateur de crise politique en général

Certains facteurs de risque sont universels. La mondialisation a créé du développement pour beaucoup, mais a aussi entraîné malheureusement une montée des inégalités sociales et des précarités à l'intérieur de plusieurs pays, ce qui a favorisé une montée des violences urbaines un peu partout. Discrimination, pauvreté, chômage élevé, système scolaire ou de santé médiocre, logements inadéquats, police brutale et tendancieuse constituent les déclencheurs les plus courants. À chaque fois, ces émeutes sont soit liées à la vie chère, soit de caractère identitaire. Comme toutes les crises politiques que Madagascar a connu depuis l'indépendance les facteurs qui expliquent les crises sont partout presque les mêmes .La crise de 2009 ne déroge pas à cette règle à savoir : abus de pouvoir, l'affairisme, la monopolisation du commerce, la pensée unique,….

ii. Effets et conséquences de crise politique en général

Rappelons que depuis la crise, les conséquences néfastes ont été aperçues dans la vie sociale et économique du pays. La crise politique a causé de lourdes pertes humaines, des dégâts matériels, économiques et sociales. D'après le bilan général, plus de 200 personnes ont été blessées et des centaines ont perdu la vie à Antananarivo ainsi que dans les autres régions plusieurs corps ont été portés disparus. De nombreux établissements commerciaux ont été pillés et incendiés. Des milliers de personnes ont perdu leur travail. Des produits de première nécessité ont commencé à se faire rares entrainant une augmentation des prix, puis sur le plan social et économique la crise a engendré la recrudescence de l'insécurité, la paupérisation de la population, l'inflation, la perte d'emploi, la baisse du pouvoir d'achat.

iii. Définition de la politique.

« La politique est l'organisation méthodique, théorique et éventuellement pratique des actions d'un gouvernement au pouvoir sur des bases conceptuelles définies et finalisées en vue de maintenir l'équilibre social nécessaire au développement optimal et à la cohérence d'un ensemble territorial et de sa population, ainsi qu'à l'évolution de leurs rapports avec d'autres ensembles gouvernés »[9]

La politique recouvre tout ce qui a trait au gouvernement d'une communauté ou d'un Etat : l'art et la manière de gouverner ; l'organisation des pouvoirs ; la conduite des affaires publiques ; les actions

[9]http://fr.wikipedia.org

prévues ou mises en œuvre par une institution, une organisation, un parti, un Etat, une entreprise, un individu... en vue d'atteindre un objectif préalablement fixé. Dans une démocratie, l'action politique est légitimée par le vote des citoyens.
La politique concerne tous les domaines de la société : relations extérieures, organisation et sécurité intérieures, défense, finances publiques, économie, justice, éducation, culture...

II. Cadre théorique

Ce sous chapitre concernera les cadres théoriques sur la perception, la représentation sociale, les classes sociales et l'ethnométhodologie

1. Définition général de la perception selon Jacques Montagero

« La perception est l'ensemble des mécanismes et des processus par lesquels l'organisme prend connaissance du monde et de son environnement sur la base des informations élaborées par ses sens. La perception a essentiellement une fonction cognitive d'interprétation des informations sensorielles »[10]. La définition proposée ici (Bloch et al., 1991) se place dans une approche cognitive, résolument constructiviste, car elle suppose une activité de traitement des informations. Toute identification d'un objet sonore ou visuel, par exemple, nécessite le recours à une représentation en mémoire de cet objet. Nous pouvons reconnaître un objet, le dénommer, même si son image a été présentée brièvement. Les informations sensorielles reçues sont incomplètes. Ce n'est qu'un point de vue sur l'objet, un échantillonnage des informations qui seraient nécessaires à une identification. L'efficacité de l'identification suppose que nous disposions de représentations mentales préalables des objets et que les mécanismes d'identification consistent à accaparer l'information sensorielle actuelle avec ses représentations.

L'identification d'un objet correspond à la mise en jeu de trois types de représentations séparées. Les représentations lexicales permettent de dénommer l'objet, ou de l'imaginer à partir de son seul nom. Les représentations sémantiques permettent de savoir à quoi sert cet objet. Enfin, les représentations structurales visuelles, auditives, permettent de connaître sa forme sous tous les angles. Ces trois types de représentations sont organisés selon une architecture en cascade.

[10]Jacques.M(2001).La source du rêve :mémoire ou perception ?

Dans cette perspective, on admet que l'organisme dispose en mémoire de représentations structurales d'objets.

Les représentations lexicales interviennent ensuite. L'identification complète utilisera aussi des étiquettes verbales, des noms, attachés aux différentes catégories. Les processus perceptifs mis en jeu lors de l'identification des objets ou des événements se modifient avec la familiarisation que nous avons de ces objets et avec les circonstances dans lesquelles ils apparaissent. Un objet familier présenté dans un contexte familier est identifié très rapidement, même si les informations sensorielles sont insuffisantes à un sujet non familier de l'objet pour l'identifier.

Ainsi, la plupart des processus perceptifs, au moins dans les situations familières, sont en grande partie automatique et n'impliquent guère d'efforts ni de mobilisation de l'attention. Par contre, dès que les informations sont par exemple difficiles à segmenter, il faut mobiliser des processus attentionnels et mettre en œuvre des processus actifs de type hypothético-déductif.

En conclusion, l'information sensorielle est le plus souvent insuffisante pour identifier les messages qui nous proviennent de l'environnement. Des processus cognitifs interviennent de manière nécessaire dans la structuration et l'interprétation des informations

Dans le processus d'interprétation interviennent non seulement les informations structurales extraites de la stimulation, mais aussi des représentations sémantiques activées d'une part directement par les représentations structurales de l'objet et, d'autre part, par le contexte de la situation. Enfin, le fait de pouvoir dénommer un objet va aussi faciliter son individualisation et par là son identification.

2. L'Ethnométhodologie de Harold Garfinkel

L'ethnométhodologie est un programme de recherche en sciences sociales consacré à l'étude, en termes de méthodes ou de procédures, de la production d'ordre, de rationalité et de sens dans la vie sociale, notamment dans les conduites, les activités et les pratiques des agents. Le point de départ en a été les recherches de Harold Garfinkel, dans les années 1960, sur la façon dont les agents sociaux – les « membres » dans la terminologie de Garfinkel – raisonnent, jugent et décident en situation, ou coordonnent leurs actions, lorsqu'ils ont à gérer leurs affaires de la vie courante ; ou encore sur la manière dont ils parviennent à se comprendre mutuellement, sur la connaissance

ordinaire des structures du monde social qu'ils mettent en œuvre et sur les opérations intersubjectives par lesquelles le sens d'un monde commun est instauré et maintenu.

« L'ethnométhodologie est centrée sur l'étude de la vie quotidienne et le sens que lui donnent les acteurs. Elle s'intéresse aux habitudes conscientes ou non des acteurs dans leurs interrelations quotidiennes. »[11]

Ici dans le présent mémoire la perception a une relation avec l'ethnométhodologie car c'est à partir de la perception que les individus donnent un sens à une situation donnée de la vie quotidienne. En effet la crise politique devient le quotidien de la population et c'est à partir de ce contexte crise qu'elle perçoit la vie en crise, afin de donner un sens à ce qu'est la crise politique.

3. Définition de la classe sociale

Par définition la classe sociale et « un groupe social caractérisé par sa place dans la hiérarchie sociale, elle a une existence du fait et non du droit. En effet elle constitue une hiérarchie sociale de fait fondée sur l'activité économique (place occupée dans la production, part de richesses revenant à chaque groupe) et se traduisant par des différences dans les niveaux de vie, les modes de vies et les comportements culturels »[12].
Ici nous avons 2 classes sociales différentes et nous les catégorisons en fonction de leur base économique et de leur niveau intellectuel.

4. Représentation sociale

a. D'après Dr. Jodelet

« Le concept de représentation sociale désigne une forme de connaissance spécifique, le savoir de sens commun, dont les contenus manifestent l'opération de processus génératifs et fonctionnels socialement marqués. Plus largement, il désigne une forme de pensée sociale. Les représentations sociales sont des modalités de pensée pratique orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social, matériel et idéal.

[11]GARFINKEL(H).2007 .Etudes d'ethno-methodologie.Paris,PUF
[12]www.assistancescolaire.com/eleve/TSTG:classe sociale

En tant que telles, elles présentent des caractères spécifiques au plan de l'organisation des contenus, des opérations mentales et de la logique. Le marquage social des contenus ou des processus de représentation est à référer aux conditions et aux contextes dans lesquels émergent les représentations, aux communications par lesquelles elles circulent, aux fonctions qu'elles servent dans l'interaction avec le monde et les autres. » [13]

b. D'après Herzlich.C

La représentation sociale est un mode spécifique de connaissance. Dans un groupe social donné, la représentation d'un objet correspond à un ensemble d'informations, d'opinions, et de croyances relatives à cet objet. La représentation va fournir des notions prêtes à l'emploi, et un système de relations entre ces notions permettant aussi, l'interprétation, l'explication, et la prédiction. Travailler sur une représentation, c'est : « observer comment cet ensemble de valeurs, de normes sociales, et de modèles culturels, est pensé et vécu par des individus de notre société ; étudier comment s'élabore, se structure logiquement, et psychologiquement, l'image de ces objets sociaux »[14]

c. D'après Abric

« La représentation sociale est le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu où un groupe, reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique »[15]

La perception a une relation avec la représentation sociale car la perception est la première phase d'une observation est c'est à partir de cette perception que les individus donnent un sens à qu'ils perçoivent est c'est ca la représentation sociale, le sens que nous donnons à un fait. La représentation sociale prend son origine dans le social.

En résumé la représentation sociale :

[13]JODELET (D.). 1984. *Représentations sociales : phénomènes, concepts et théorie*. In : MOSCOVICI(S) ; Psychologie sociale. Paris, PUF
[14]HERZLICH (C.). 1969. *Santé et maladie Analyse d'une représentation sociale*. Paris, MOUTON
[15]ABRIC. (J)1989.L'étude expérimentale des représentations sociales. In :JODELET(D) ;Les représentations sociales.Paris,PUF

1. Savoir de sens commun, par opposition aux savoir scientifique : les représentations sociales déforment la réalité scientifique des faits,

2. Ces connaissances permettent aux sujets de gérer la réalité, de savoir comment ils vont se comporter vis-à-vis de l'objet de la représentation sociale (ce qu'il faut faire, comprendre,)

3. Socialement élaborées : Elles sont construites en commun par relais social, les individus se transmettent les connaissances

4.Concourant à la construction d'une réalité commune : l'ensemble des individus du groupe aura la même image de l'objet, cela facilite la communication, évite les conflits,...

5. Spécifique d'un groupe social : on ne met en évidence une représentation sociale que par rapport à un groupe concerné : la représentation sociale qu'il a est liée à un ensemble de pré-acquis du groupe (histoire, évolution)

Chapitre II : Terrain et population d'enquête

Ce chapitre se justifie par la nécessité qu'il y a de connaître préalablement le terrain. Notre terrain est constitué des habitants venant des bas quartiers et des cadres professionnels aux seins des Entreprises. Ainsi nous allons donc faire une description de la population enquêtée et du terrain d'enquête et puis nous allons présenter notre population d'enquête.

1. Les habitants des bas quartiers

Nous avons choisi trois bas quartiers de la ville entre autre Ankazomanga, Andranomanalina et Anosibe, ces quartiers on était choisi en raison de leur réputation vu que beaucoup de la population sait ou se trouve ces bas quartiers,

Nous allons procéder ici à des descriptions des bas quartiers en général et parler des modes généraux de leurs habitants.

Généralement les points communs de ces bas quartiers sont caractérisés par un environnement insalubre et non sécurisé. Le logement de la plupart des ménages est surpeuplé et malsain, des familles de 5 personnes en moyenne s'abritent dans une pièce minuscule ainsi cette situation renforce la profondeur de la misère des habitants de ces quartiers. Les ménages sont généralement nombreux à vivre sous le même toit et leurs habitations sont petites et non approprié, les maisons sont souvent construites en bois et ressemble à des chaumières, nous avons pu constater aussi que ce sont des zones très peuplées et assez bruyantes. Les habitants aiment écouter fort des musiques rythmées.

En matière d'assainissement par exemple, une dizaine de ménages utilisent la même latrine, il s'agit d'un latrine traditionnelle collective. Ces habitants n'ont pas aussi accès à l'eau courante au sein de leur domicile mais son dépendant des bornes fontaines publiques. Pour cela, ils doivent encore faire la file avant de pouvoir avoir de l'eau

Si nous parlons de leur mode de vie en général, ils travaillent journalièrement et sont considérés comme prolétaire qui vit au jour le jour, beaucoup font des petites marchandises dans les rues en vendant des légumes et des brèdes. Concernant leur tenu vestimentaire ils sont souvent mal vêtu : déchiré ou malpropres et mal soignés.

Sur le plan éducatif les enfants en général fréquentent les établissements d'enseignement publics comme l'EPP, et CEG vu que leurs parents n'ont pas les moyens de les inscrire dans des écoles privées. De part les difficultés financières notamment, les enfants ne peuvent donc pas avoir une éducation dans les normes et les conséquences se font ressentir sur la densité morale dans ces types de quartiers, mais plusieurs enfants ne fréquentent pas aussi l'école en raison du faute des moyens, a cet effet les parents envoient leurs enfants au travail comme porteur et docker dans les marchés, il y en a aussi qui pratique la mendicité dans les rues et d'autres travaillent comme bonnes chez les particuliers.

Nous avons constaté aussi que beaucoup des jeunes dans ces bas quartiers sont inactifs et sont attirés par les loisirs comme le jeu baby foot, le jeu de cartes, les combats de coq, le domino tout cela sur la base de paris afin de gagner de l'argent. Ces habitants sont souvent aussi agressifs et immoral vu qu'ils sont facilement atteints et intéressés par les bagarres entre voisins.

2. Les cadres professionnels

A propos des cadres professionnels, par définition un « cadre » est « un travailleur salarié exerçant des fonctions de direction et de responsabilité par délégation de l'autorité patronale et où disposant d'un niveau de qualification élevée (diplôme supérieur au BACC) lui permettant d'effectuer des taches complexes ». Nous définissons comme « cadres professionnels » ceux qui ont un diplôme de BACC au minimum qui occupe un poste bien défini et à long terme au sein d'une société et qui gagnent 250000 ariary à 800000 ariary et plus par mois. Ici nous avons 30 cadres professionnels issues de 3 entreprises dont l'une privée à savoir EDELEC qui est une société à responsabilité limité et des activités marketing et commerciale et les deux autres organismes sont publics : le MAE (Ministère des Affaires Etrangères) et l'UNESCO (Organisation Internationale qui a pour but de promouvoir le maintien de la paix dans le monde par l'éducation, la science et la culture) .

D'après les enquêtes que nous avons effectuées auprès des cadres à propos de leur milieu de vie et de leur mode de vie, ils vivent dans des quartiers salubres comme 67Ha, Ankadifotsy, Ampefiloha et dans les périphéries comme Ampitatafika,Itaosy et Ivato, ….

Leurs habitations sont plus ou moins adéquates que celles des bas quartiers ainsi que leur environnement. À-propos de l'éducation de leurs enfants, la plupart de leurs enfants étudient dans des écoles privées et les parents vont au travail soit par bus soit par voitures personnelles. Les cadres travaillent dans des Entreprises bien déterminées et salariés mensuellement, ils ont les moyens de se vêtir convenablement.

Généralement les cadres sont des personnes issues des classes moyennes supérieures et n'ont pas vraiment des difficultés financières.

3. Présentation de la population d'enquête

Comme il a été développé dans la partie introductive, la première hypothèse est basée sur le niveau socioéconomique et culturel. Nous allons tenir compte alors de la profession du revenu, ainsi que de l'éducation que la personne avait reçue. Les tableaux ci-dessous nous montrent les caractéristiques générales et exhaustives de notre population à étudier. Mais avant d'aborder cela, il est plus judicieux d'exposer les variables habituellement utilisées dans un tel travail : âge, sexe, niveau d'étude, situation matrimoniale, taille du ménage, nombre d'enfant, revenu mensuel

Tableau 2:Population d'enquête selon l'âge et le sexe

Age/sexe	homme	femme	TOTAL
[25-30[	14	15	29
[30-35[	3	5	8
[35-40[	2	3	5
40 et+	11	7	18
TOTAL	30	30	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Nous avons une population composée majoritairement de jeunes de classe d'âge allant de 25 à 30 ans révolu. On voit une diminution de l'effectif des autres classes d'âge jusqu'à celle de 35 à 40 ans. C'est dans la dernière classe d'âge qu'on remarque une brusque augmentation du nombre de la population d'enquête.

Verticalement, il y a une parité entre l'effectif des deux sexes. On a 30 hommes et 30 femmes. Au total donc, nous avons 60 individus qui constitueront l'ossature de notre terrain et par conséquent, de notre recherche.

Tableau 3: Situation matrimoniale et taille du ménage

situation matrimoniale/taille du ménage	[1-3[	[3-5[	[5et +	TOTAL
marié	8	22	19	49
célibataire	1	5	3	9
divorcé	2	0	0	2
TOTAL	11	27	22	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Sur 60 personnes enquêtées, plus de la majorité sont mariées. La plupart d'entre eux ont une taille de ménage de 3 à 5 individus. Seul peu de ménage (8/49) a une taille semblable à celle des occidentaux qui enfante au maximum 3 enfants.

Pour les célibataires qui sont au nombre de 9, la tendance est la même car ils sont nombreux à être dans un ménage ayant une taille de 3 à 5 personnes. Il y a beaucoup de chances que ces célibataires vivent avec leurs parents ou leurs frères et/ou sœurs. La logique de vie collective prime ainsi sur la vie individuelle. Cela confirme en effet, l'hypothèse souvent avancée qui dit que les Malagasy sont des êtres collectifs, qui vivent pour autrui.

Le cas des divorcés est très minime dans ce tableau. Il ne compose que 3,33% de la population générale (d'enquête).

Tableau 4: Situation matrimoniale et nombre d'enfants

	Aucun	[1-3[	[3-5[	[5 et +	Total
Marié	9	27	11	2	49
Célibataire	9	0	0	0	9
Divorcé	0	2	0	0	2
Total	18	29	11	2	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

La majorité des ménages sont composé de 3 à 5 personnes c'est-à-dire que dans la moyenne des cas le ménage est composé de couple et de 1 à 3 enfants. Mais vu que la plupart des mariés sont jeunes il y a aussi des couples qui sont composé de 1 à 3 personnes et ceux qui ont juste un enfant. Dans le cas des célibataires, ils vivent soit encore avec leur parents soit seul. On remarque aussi que le nombre d'enfant de la population d'enquête est inférieur à la logique de procréation malagasy. Pour eux, avoir beaucoup d'enfants (7 filles et 7 garçons) est signe de richesse. (Harena ny zanaka). Plusieurs explications peuvent être avancées pour élucider ce fait. Il y a l'explication d'ordre économique (dépense pour entretenir les enfants en vie : nourriture, écolage, frais des médicaments et du docteur, etc. est couteuse), socioculturel (expansion de la culture occidentale à Madagascar. Les occidentaux ont peu d'enfant) et géographique (Les enquêtés vivent dans le milieu urbain donc, peu exposé au contrainte de la culture de procréation.) Il se peut aussi que la raison pour laquelle un certain nombre de marié (9/49) n'a pas d'enfant est purement biologique comme la stérilité. Mais cela peut aussi s'expliquer par le choix de ne pas enfanter.

Tableau 5: Profession et revenu mensuel des cadres

PROFESSION	[200000-400000[	[400000-600000[	[600000-800000[	800000 et +	TOTAL
fonctionnaire	2	4	0	0	6
informaticien	1	6	1	0	8
commerciale	1	2	1	0	4
comptable	1	1	0	0	2
magasinier	2	0	0	0	2
administrateur financier	0	0	0	1	1
agent de terrain	0	1	0	0	1
chef de service et recherche	0	0	1	0	1
conseiller	0	0	1	0	1
consultant	1	0	0	0	1
diplomate	0	0	1	0	1
DRH	1	0	0	0	1
secrétaire	1	0	0	0	1
TOTAL	10	14	5	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Tableau 6: Profession et revenu mensuel des personnes issues des bas quartiers

profession	- de 30000	[30000-70000[	[70000-110000[	[110000-150000[	[150000-190000[	-de 200000	TOTAL
vendeur	1	0	2	0	1	2	6
vendeuse	0	0	1	2	0	0	3
agriculteur	0	0	0	2	0	0	2
chômeur	0	0	0	0	0	0	0
femme au foyer	0	0	0	0	0	2	2
secrétaire	0	0	1	0	1	0	2
commerçant	1	0	0	0	0	0	1
couturière	0	0	1	0	0	0	1
cuisinière	0	0	0	0	0	1	1
femme de ménage	0	0	1	0	0	0	1
lessiveuse	0	0	0	0	1	0	1
libéral	1	0	0	0	0	0	1
mécanicien	0	0	0	0	1	0	1
peintre	0	1	0	0	0	0	1
porteur	0	1	0	0	0	0	1
sécurité	0	0	1	0	0	0	1
serveuse	0	1	0	0	0	0	1
taximan	0	0	0	1	0	0	1
transporteur	0	0	0	0	1	0	1
TOTAL	3	3	7	5	5	5	28

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Deux cas de figure nous sont présentés ici. Le premier et le deuxième tableau nous expose la profession et les salaires. La différence réside au niveau des salaires. Les individus regroupés dans le premier tableau ont des salaires élevés par rapport à ceux qui se trouvent dans le second tableau. Dans le premier tableau le salaire minimum est de 200000 Ariary tandis que dans le second, il peut arriver jusqu'à moins de 30000 Ariary. Ce qui fait que l'écart entre les deux observations est de 170000 Ariary. Il nous est alors possible de regrouper, de classer ces enquêtés en deux principaux groupes : le premier regroupe ceux qui gagnent entre 200000 Ariary à plus de 800000 Ariary, le deuxième groupe gagne moins de 200000 Ariary. En général, ce dernier n'a pas besoin d'une connaissance très spécifique (mécanicien mis à part) et n'a pas besoin d'un haut niveau d'étude pour exercer.

Le niveau d'étude de ces individus aussi peut être un critère pour catégoriser ces enquêtés. Ci-dessous est le tableau qui expose le niveau d'étude des enquêtés.

Tableau 7: Niveau d'études des enquêtés

Niveau d'étude	Effectif	Effectif total
Niveau primaire	6	30
CEPE	2	
BEPC	12	
BACC	10	
BACC +2	18	30
BACC +3	5	
BACC +4	6	
BACC +5	1	
Total	60	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

50% des enquêtés ont des et/ou un diplôme(s) universitaire tandis que le reste, c'est-à-dire les 50% restant n'ont pas fréquenté l'université. Cette population a alors un capital intellectuel très divers. Elle est donc hétérogène. Par ce tableau aussi, nous considérons que ceux qui ont un niveau au dessous du BACC concerne les personnes issues des bas quartiers et ceux qui ont acquis un BACC+2 et plus sont les cadres professionnels. Ainsi nous voyons donc que les cadres sont plus instruits et la plupart ont un niveau BEPC

DEUXIEME PARTIE

Radiographie de la crise politique de 2009

Maintenant que nous avons décrit et expliqué notre objet d'étude ainsi qu'exposer notre terrain, nous allons dans cette deuxième partie présentée les données acquises su terrain, c'est-à-dire les résultats d'enquête en croisant les différents variables nécessaires puis nous allons présenter généralement la perception de la crise politique en se basant sur la définition de la crise politique, les facteurs explicatifs et effets de cette crise de 2009 du point de vue des enquêtés en général. C'est à la fin que nous allons parler de cette perception de la crise politique en rapport avec les médias.

Chapitre III : Dynamique de la perception de la crise politique

Ce chapitre concerne la perception de la crise politique d'après les enquêtés que ce soit cadres ou personnes issues des bas quartiers ; en faisant une étude comparative avec croisement des variables sexe et niveau d'étude.

1. Définition de la crise politique

Tableau 8: Définition de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers

définition de la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
paupérisation de la population	1	1	2
crise économique	1	3	4
instabilité du pouvoir	2	2	4
abus de pouvoir	1	3	4
conflit entre dirigeants et peuple	2	2	4
transition	0	1	1
Revendication des places politiques	8	3	11
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Tableau 9: Définition de la crise politique et genre du point de vue des cadres

définition de la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
instabilité du pays et du pouvoir	4	1	5
crise financière	0	2	2
Etat bloqué	1	2	3
abus de pouvoir	2	3	5
absence des compromis et de consensus entre les politiciens	5	3	8
incompétence des dirigeants dans la pratique du pouvoir	1	1	2
coup d'Etat	1	1	2
pas de président élu et légale	1	2	3
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

D'après les réponses recueillies, les définitions des cadres et ceux des individus des bas quartiers diffèrent cependant il existe quand même une réponse commune à savoir l'abus de pouvoir. Si nous faisons un croisement des réponses avec le genre nous voyons que ce sont les femmes qui montrent que la définition de la crise politique est plutôt économique quand elles affirment que c'est de la crise économique.

Nous remarquons aussi que la plupart des réponses des enquêtés dans les bas quartiers perçoit la crise politique comme la revendication des places politiques et cela est la plus dite par les hommes ou la course à la place politique, et ceux des cadres c'est l'absence de compromis et de consensus entre les politiciens dont la majorité de cette réponse est aussi données par les hommes, donc nous pouvons dire que ce sont les hommes qui ont une vision plus large sur la définition de la crise par rapport aux femmes. Cependant nous voyons que les réponses sont plutôt confuses car il y a des réponses liées à la politique et des réponses liées à l'économie que nous allons catégoriser dans un tableau.

Tableau 10: Catégorisation des réponses

Définitions basées sur la politique	Effectif
Instabilité du pouvoir (et du pays)	9
Abus de pouvoir	9
Conflit entre dirigeants et peuple	4
Transition	1
absence des compromis et de consensus entre les politiciens	8
Coup d'Etat	2
Revendication des places politiques	11
Etat bloqué	3
Incompétence des dirigeants dans la pratique du pouvoir	2
Pas de président élu et légale	3
Définitions basées sur l'économie	Effectif
Paupérisation de la population	2
Crise économique/financière	6

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Après avoir catégorisé donc les réponses obtenues, nous avons ce tableau. On remarque que crise politique et économique sont facilement imbriquées dans l'esprit des enquêtés. La frontière entre la politique et l'économie est alors très poreuse. Cette remarque est importante vu que le questionnaire a bien mentionner les termes « crise politique ». Il est de notre devoir alors d'expliquer cette « confusion ».

Sur les définitions qui entrent dans le cadre de la politique, il y a des définitions qui relèvent d'un fait ou d'une observation comme l'inexistence du président élu, du coup d'Etat, revendication des places politiques, transition. Force est cependant de signaler que ces faits et observations peuvent être totalement influencé par les médias ou par les radios trottoirs.

Tableau 11: Définition de la crise politique et niveau d'études du point de vue des bas quartiers

définition de la crise politique/niveau d'étude	niv.prim	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
paupérisation de la population	0	0	2	0	0	2
crise économique	1	1	1	1	0	4
instabilité du pouvoir	2	0	1	1	0	4
abus de pouvoir	1	1	0	0	2	4
conflit entre dirigeants et peuple	0	0	1	3	0	4
transition	0	0	0	1	0	1
revendication des places politiques	2	0	7	1	1	11
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous voyons que la réponse revendication des places politiques est la plus affirmée par ceux qui ont un niveau d'étude secondaire, ou BEPC et qui sont de niveau primaire, cependant les réponses de ceux qui ont un niveau supérieur et plus sont plutôt le conflit entre dirigeants et abus de pouvoir.

Nous voyons donc qu'il existe une définition différente de la crise selon le niveau culturel : ceux qui ont eu des formations supérieures ont des réponses plus objectives et plus larges.

Tableau 12: Définition de la crise politique et niveau d'étude du point de vue de cadres

définition de la crise politique/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
instabilité du pays et du pouvoir	1	1	1	1	1	5
crise financière	1	0	1	0	0	2
Etat bloqué	0	2	1	0	0	3
abus de pouvoir	0	4	1	0	0	5
absence des compromis et de consensus entre les politiciens	1	4	1	2	0	8
incompétence des dirigeants dans la pratique du pouvoir	0	1	0	1	0	2
coup d'Etat	0	2	0	0	0	2
pas de président élu et légale	0	1	0	2	0	3
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, 2012»

La majorité des réponses recueillies est l'absence des compromis et de consensus entre les politiciens ainsi que l'abus de pouvoir et cela est affirmés dans la majorité de ceux qui ont un niveau BACC+, la réponse commune à chaque niveau d'étude est l'instabilité politique.

Si nous comparons les deux tableaux les réponses des cadres sont diversifiées et plutôt larges par rapport aux réponses des personnes issues des bas quartiers. La différence aussi c'est que dans les réponses des bas quartiers c'es la revendication des places politiques qu'ils affirment comme définition de la crise politique alors qu'au niveau des cadres cela n'était jamais dit comme définition, pourquoi ? Parce que les cadres vu qu'ils ont un niveau d'étude supérieur ont des réponses plus approfondies et plus objectives tandis que les réponses des bas quartiers sont plutôt subjectives.

2. Les facteurs explicatifs de la crise politique de 2009

Ce sous chapitre concerne les facteurs ou les causes de cette crise politique en les croisant les réponses recueillies avec les variables sexe, et niveau d'étude

Tableau 13: Facteurs de la crise politique et genre du point de vue bas quartiers

facteurs de la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
absence de compromis et de consensus entre les politiciens	2	2	4
abus de pouvoir	6	7	13
pauvreté	6	0	6
transition à long terme	1	3	4
incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir	0	3	3
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Pour les hommes, ce sont l'abus de pouvoir et la pauvreté qui sont les facteurs explicatifs de la crise politique, alors que pour les femmes c'est plutôt l'abus de pouvoir et l'incompétence des politiciens. Donc la réponse commune aux deux genres est l'abus de pouvoir.

Maintenant nous allons voir les réponses des cadres par le tableau suivant

Tableau 14: Facteurs de la crise politique et genre du point de vue des cadres

facteurs de la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
Non réponse	1	0	1
abus de pouvoir	5	7	12
incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir	5	4	9
pas d'alternance politique	0	2	2
domination internationale	2	0	2
structure étatique incohérente	1	1	2
plus de confiance à l'Etat	1	1	2
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Ici que ce soit homme ou femme il n'y a pas de différence de la perception des facteurs de la crises sauf que ce sont les femmes qui disent plus que la cause principale est l'abus de pouvoir par rapport aux hommes qui disent abus de pouvoir.il n'y aussi que les hommes qui ont dit que la cause de la crise est la domination internationale 2%.

Si nous comparons les deux tableaux les hommes des bas quartiers ont une vision plus large de la cause de la crise car non seulement ils parlent d'un problème politique mais aussi de la vie en général qui est la pauvreté alors que les femmes ne parlent que des problèmes purement politiques, cela est pareil au niveau des cadres car ce sont les hommes qui ont aussi une vision plus large en parlant de la domination internationale qui n'est pas seulement un problème politique mais touche tous les problèmes économique . Ainsi ce sont les hommes qui ont une vision plus large des facteurs explicatifs de la crise par rapport aux femmes en général.

Tableau 15: Facteurs de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers

facteurs de la crise politique/niveau d'étude	niv.prim	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
absence de compromis et de consensus entre les politiciens	0	0	3	1	0	4
abus de pouvoir	4	1	4	3	1	13
pauvreté	1	0	3	2	0	6
transition à long terme	1	1	2	0	0	4
incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir	0	0	0	1	2	3
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Dans ce tableau l'abus de pouvoir, la pauvreté et la transition à long terme qui sont les plus cités comme facteur de crise politique dont la majorité de ces réponses sont citées par ceux qui sont de niveau primaire et secondaire, cependant l'incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir est la plus cité de ceux qui ont le BACC et le BACC et +

Nous pouvons dire que ceux qui ont un niveau d'étude supérieur sont ceux qui ont des réponses plus larges et plus approfondies que ceux qui ont un niveau d'étude inférieur.

Tableau 16: Facteurs de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels

Facteursµ de la crise politique/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
Non réponse	0	0	0	1	0	1
abus de pouvoir	1	8	3	0	0	12
incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir	0	4	2	2	1	9
pas d'alternance politique	1	0	0	1	0	2
domination internationale	1	1	0	0	0	2
structure étatique incohérente	0	2	0	0	0	2
plus de confiance à l'Etat	0	0	0	2	0	2
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous voyons que la plupart des réponses citée est aussi l'abus de pouvoir et l'incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir dont la majorité des enquêtée est de niveau BACC+2 et +3. Ainsi les réponses n'ont pas vraiment un lien avec le niveau d'étude des cadres professionnels .Mais si nous comparons les deux tableaux ci-dessus, nous avons dix facteurs ou causes de la crise politique du point de vue des enquêtés, cependant d'après les tableau nous constatons que la majorité des enquêtés ont dit que c'est l'abus de pouvoir qui est le facteur de cette crise, en effet ce facteur est typiquement politique, puis d'autre ont affirmés que c'est à cause de l'incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir qui a engendré cette crise. Apparemment plusieurs sont les explications politiques recueillies tels que l'inexistence d'alternance politique, la domination internationale, la structure étatique incohérente…

3. Les effets de la crise politique de 2009

Dans ce sous chapitre, nous allons parler des effets de la crise en le croisant avec les variables sexe et également niveau d'étude. Cependant ces effets peuvent être économiques, social et politique que nous allons catégoriser dans les tableaux ci-dessous.

a. Au niveau économique

Tableau 17: Effets économiques de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers

effets économiques/sexe	homme	femme	TOTAL
inflation	8	3	11
baisse du pouvoir d'achat	5	9	14
prolifération du secteur informel	2	3	5
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous pouvons dire d'après ce tableau que la baisse du pouvoir d'achat est le principal effet économique de la crise politique puis l'inflation et enfin la prolifération du secteur informel.si nous regardons le tableau verticalement ce sont les femmes qui se plaignent plus de la baisse du pouvoir d'achat car ce sont elles en généralement qui sont chargées de l'achat des Produits de Première Nécessité et connaissent mieux les prix des produits nécessaires ; Cependant nous constatons que ce sont les hommes qui disent plus l'inflation comme effet, car les hommes regardent et perçoivent les effets globalement à travers ce qu'ils entendent à la radio et à la télévision. A propos du secteur informel, il n'y a pas une grande différence dans leur perception.

Maintenant nous allons voir la perception des cadres professionnels à propos des effets de la crise sur le plan économique dans le tableau suivant

Tableau 18: Effets économiques de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels

effets économiques/sexe	homme	femme	TOTAL
Non réponse	1	0	1
baisse du pouvoir d'achat	5	2	7
endettement	1	4	5
inflation	2	1	3
prolifération du secteur informel	2	4	6
manque de financement	2	3	5
crise financière	2	1	3
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Là, nous avons six réponses différentes à propos des effets économiques da la crise politique. En premier lieu nous avons la baisse du pouvoir d'achat, puis la prolifération du secteur informel et ensuite l'endettement, le manque de financement, l'inflation et la crise financière.

En effet la baisse du pouvoir d'achat est la plus citée par les hommes contrairement aux hommes habitants des bas quartiers car au niveau des cadres ce sont les hommes qui sont aux charges des dépenses quotidiennes des ménages alors qu'au niveau des bas quartiers les deux sexes sont responsables, si nous parlons de la prolifération du secteur informel, cela est liée au manque de besoins et le manque de revenu et la population essaie de multiplier leurs activités rémunératrice en créant des petites commerces qui sont considérés souvent comme informel vis-à-vis de l'Etat, mais nous pouvons dire aussi que cette prolifération est du au manque d'emploi.

A propos des réponses des femmes, la plus citée est l'endettement. Pourquoi ? Il se peut que le revenu mensuel n'arrive plus à couvrir les dépenses quotidiennes de ménages et les femmes ont recours à l'emprunt pour répondre aux besoins de sa famille.

A propos du manque de financement et de la crise financière, cela est constaté par les cadres comme des effets économiques au niveau du pays en général

Tableau 19: Effets économiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers

Effets économiques/niveau d'étude	niveau primaire	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
inflation	4	1	3	1	2	11
baisse du pouvoir d'achat	1	1	7	4	1	14
prolifération du secteur informel	1	0	2	2	0	5
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous voyons que ce qui ont le niveau BACC et + qui affirment plus la baisse du pouvoir d'achat, c'est par la suite la réponse inflation qui est dite dans la majorité de ceux qui sont de niveau primaire. Généralement les deux réponses sont complémentaires, l'inflation est un concept plus global que la baisse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire que la baisse du pouvoir d'achat est la plus perçue au niveau personnel, ce qui implique que ce qui sont plus intellectuel qui ont une vision plus proche de la réalité.

Tableau 20: Effets économiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels

effets économiques/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
Non réponse	0	1	0	0	0	1
baisse du pouvoir d'achat	1	3	2	1	0	7
endettement	1	3	0	1	0	5
inflation	0	0	1	1	1	3
prolifération du secteur informel	0	2	2	2	0	6
manque de financement	1	3	0	1	0	5
crise financière	0	3	0	0	0	3
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Par rapport à ce tableau, nous ne voyons pas vraiment des liens entre les variables utilisés sauf que les individus de niveau BACC n'ont pas beaucoup de réponses que ce qui ont le niveau BACC et +. Cependant, nous pouvons conclure que ce soit cadres ou habitants des bas quartiers la perception des effets de la crise au niveau économique sont complémentaires.

b. Au niveau social

Tableau 21: Effets sociaux de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers

effets sociaux/sexe	homme	femme	TOTAL
perte d'emploi	4	4	8
malnutrition	2	2	4
déscolarisation	2	2	4
pullulement des sectes	4	2	6
insécurité	3	5	8
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Horizontalement nous constatons, que la majorité de la population enquêtée a affirmé que c'est le chômage qui est l'effet social de la crise politique, à cause des événements et de l'instabilité du pays beaucoup d'entreprises privées sont fermées et conséquence beaucoup de travailleurs ont perdu leur emploi et sont devenus chômeurs. Sur le plan social nous voyons aussi après le chômage vient l'insécurité. Depuis la crise il y recrudescence de l'insécurité que ce soit dans les zones urbaines ou rurales ; dans les villes l'insécurité se manifeste par des pillages, des cambriolages, des vols à la tire, des viols et des meurtres et dans les zones rurales il y a le vol des bœufs ainsi que des actes de cambriolage. Après l'insécurité il y le pullulement des sectes, plusieurs sectes ont été crées car la population se sent affecté par la crise et a besoin d'un certaine rempart et d'une certaine libération, c'est-à-dire que la population essai de combler ce qui leur manque ici bàs en fréquentant ces sectes selon eux car la religion donne l'espoir. Certaines des sectes vont même jusqu'à utiliser les miracles comme instrument d'attraction.

Il y en a aussi qui sont malnutri et déscolarisé à cause de cette crise, malnutri car en carence alimentaire et déscolarisé car la famille devient pauvre et n'ont plus le moyens d'éduquer leurs enfants dans les écoles, ce qui va entrainer le travail des enfants.

Verticalement, que ce soit homme ou femme les deux sexes affirment la perte d'emploi comme effet social de cette crise. Cependant se sont les femmes qui éprouvent plus de l'insécurité par rapport aux hommes, puis les deux sexes affirment la malnutrition, la déscolarisation et la perte d'emploi.

Tableau 22: Effets sociaux de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels

effets sociaux/sexe	homme	femme	TOTAL
paupérisation de la population	0	1	1
insécurité	5	1	6
instabilité social	2	1	3
pullulement des sectes	2	3	5
déscolarisation	0	2	2
domination de la mondialisation	2	1	3
chômage	2	5	7
corruption	2	1	3
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Ici ce sont les hommes qui affirment plus la recrudescence de l'insécurité par rapport aux femmes, ensuite le chômage expliqué par la perte d'emploi est le plus cité par les femmes.

Nous voyons aussi que les femmes ont plus de réponses que les hommes, vu que les hommes sont plus indifférents par rapport au contexte que les femmes. Puis il y a aussi la déscolarisation qui est perçue par les femmes cadres. Cependant, si nous comparons les deux tableaux, nous constatons que la malnutrition n'est pas perçue par les cadres. Ce qui veut dire que leur besoin primaire est presque satisfait. Un des phénomènes qui est aussi remarqué et qui reste toujours un grand problème est la corruption car cela entraine les inégalités de chance mais aussi le népotisme et la complaisance, et enfin il y a instabilité social qui fait référence au conflit familial et à la dislocation familiale.

Tableau 23: Effets sociaux de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers

Effets sociaux/niveau d'étude	niveau primaire	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
perte d'emploi	2	2	1	2	1	8
malnutrition	2	0	2	0	0	4
déscolarisation	1	0	2	0	1	4
pullulement des sectes	0	0	2	3	1	6
insécurité	1	0	5	2	0	8
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous voyons que ce sont ceux qui ont le niveau BEPC qui ont le maximum de réponses dans la majorité est l'insécurité, par la suite la perte d'emploi, le pullulement des sectes et le reste la malnutrition et la déscolarisation. Nous constatons aussi que la perte d'emploi et la malnutrition sont les plus dites par ceux qui sont de niveau primaire. Cela peut s'expliquer par le fait qu'ils sont touchés par ces effets de la crise, que nous allons essayer d'expliquer dans un autre chapitre. Ici, ce sont ceux qui ont un niveau d'étude supérieur qui perçoivent le pullulement des sectes comme effet de cette crise.

Tableau 24: Effets sociaux de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels

Effets sociaux/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
paupérisation de la population	0	0	1	0	0	1
insécurité	0	5	0	1	0	6
instabilité social	0	1	0	2	0	3
pullulement des sectes	0	4	1	0	0	5
déscolarisation	0	1	1	0	0	2
domination de la mondialisation	1	1	0	0	1	3
chômage	1	2	2	2	0	7
corruption	1	1	0	1	0	3
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

A première vue, nous constatons que un seulement parmi les cadres ont un niveau d'étude BACC+5, il a affirmé la domination de la mondialisation qui est effet de cette crise, nous pouvons dire qu'il a une vision assez vaste et plus ou mois vague. De plus cette réponse est la moins citée par les cadres.

Nous voyons aussi que le chômage est la plus dite par tous les niveaux d'étude, puis l'insécurité et le pullulement des sectes. Comme nous constatons aussi d'après ce tableau, ceux qui ont le niveau d'étude BACC qui n'ont pas su donné plus de réponses que ceux qui sont de niveau BACC et +.

c. Au niveau politique

Tableau 25: Effets politiques de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers.

effets politiques/sexe	homme	femme	TOTAL
conflits entre les partis politiques	7	8	15
affairisme	1	3	4
pas de réponse	7	4	11
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Déjà la source des problèmes est politique, les effets concernent aussi la politique. D'après les habitants des bas quartiers, ils perçoivent deux réponses des effets politiques de la crise politique, la première est le conflit entre les partis politiques et le deuxième est l'affairisme dont 19 parmi eux ont répondu et le reste sans réponses. Pour ceux qui ont répondu, les deux sexes affirment que le conflit entre les partis politique est considéré comme principal effet politique de la crise politique, car chacun veut avoir le maximum de partisans au sein du pouvoir en question.

Comme effets, il y a aussi l'affairisme comme les bois de rose et les trafics d'or.

Actuellement on parle beaucoup des affaires de bois de rose et d'or dont ont avance que certains politiciens hauts placés y seraient impliqués. ;

Par cette perception de l'effet de politique sur la politique, la conséquence est considérée comme un avantage et une opportunité pour ceux qui sont au pouvoir, donc effets positifs.

Tous les facteurs politiques que nous avons établis selon la perception des enquêtés sont à l'origine des conséquences économique, social et politique.

Tableau 26: Effets politiques de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels

Effets politiques/sexe	homme	femme	TOTAL
pas de reconnaissance internationale	5	7	12
conflit entre les partis politiques	10	8	18
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Ici tous les cadres professionnels ont su répondre à cette question, pas comme ceux des habitants des bas quartiers. En effet, la majorité des réponses recueillie est aussi le conflit entre les partis politiques, mais ce qui leur différencie c'est la deuxième réponse qui est la non reconnaissance internationale du pouvoir actuel et cela est la plus dite par les femmes, ceux qui veut dire que ce soit homme ou femme les deux sexes d'intéressent à la politique.

L'Etat n'est pas reconnu vis-à-vis de l'extérieur car le pouvoir mis en place ne suit pas la légalité c'est à dire que le président n'était pas élu de manière démocratique.

Tableau 27: Effets politiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers.

Effets politiques/niveau d'étude	niveau primaire	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
conflits entre les partis politiques	1	1	7	3	3	15
affairisme	2	0	1	1	0	4
pas de réponse	3	1	4	3	0	11
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Ici, ce sont ceux qui ont un niveau d'étude inférieur qui sont capables de donner plus de réponses que ceux qui ont un niveau d'étude supérieur. Nous voyons aussi que ceux qui ont le BEPC qui nous a donné plus de réponses. La majorité de ceux qui n'ont pas donné des réponses sont les individus de niveau primaire.

Tableau 28: Effets politiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels

Effets politiques/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
pas de reconnaissance internationale	1	5	3	2	1	12
conflit entre les partis politiques	2	10	2	4	0	18
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Nous voyons que ceux sont ceux qui ont le niveau BACC+2 qui ont la majorité des réponses sur le conflit entre les partis politiques mais également sur la non reconnaissance internationale. Les niveaux BACC qui ont le minimum de réponses.

4. Perception de la population touchée par la crise

Tableau 29: Population touchée par la crise du point de vue des habitants des bas quartiers

population touchée par la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
70à90% des malgaches	3	1	4
100% des malgaches	1	5	6
les plus démunis et les plus pauvres	11	9	20
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

D'après les hommes et les femmes issues des bas quartiers ce sont les plus démunies et les plus pauvres qui sont touchés par cette crise politique et seulement 4 ont dit que le 70 à 90% des malgaches ce qui veut dire que ce sont les pauvres et les classes moyennes qui sont touchées par cette crise mais non pas les riches et les plus riches comme les politiciens et les milliardaires du pays, et le reste ont dit que ce sont tous les malgaches qui sont touchés par cette crise politique et cette dernière est la plus dite par les femmes .Cependant la majorité de la population est constitué des personnes démunis et pauvres qui sont les plus vulnérables et facilement atteinte par la crise alors que les riches ne font qu'accroitre leur richesse et leur pouvoir, donc à cause de la crise politique les pauvres s'appauvrissent de plus en plus et les riches s'enrichissent sur tous les plans de la société.

Tableau 30: Population touchée par la crise du point de vue des cadres professionnels

population touchée par la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
60 à 80% des malgaches	6	6	12
100% des malgaches	2	3	5
les plus démunis et les plus pauvres	7	6	13
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

D'après ce tableau, nous voyons aussi que la majorité des réponses affirme que ce sont les plus démunis et les plus pauvres qui sont touchés par la crise.

La perception des cadres et des habitants des bas quartiers à ce propos est le même, seulement les habitants des bas quartiers se considèrent comme ceux qui sont les plus démunis et les plus pauvres alors que les cadres font partis des 60 à 90 % des malgaches.

5. Preuve d'existence et d'inexistence de la crise politique selon les enquêtés touchés ou non par la crise politique

Dans ce sous chapitre, nous allons baser notre étude sur la perception de ceux qui se sentent touchés par la crise et ceux qui ne le sont pas afin de voir plus profondément les effets de la crise politique. Dans un premier temps au niveau des habitants des bas quartiers et ce n'est que dans un second temps au niveau les cadres professionnels.

Tableau 31: Habitants des bas quartiers et genre touchés par la crise

enquêté touchée par la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
OUI	8	10	18
NON	7	5	12
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Nous voyons que plus de la moitié des habitants des bas quartiers enquêtés se sent touchés par la crise politique, de plus ce sont les femmes qui se sentent les plus concernées que les hommes .Maintenant nous allons établir le tableau ci-dessous pour voir les raisons de cette perception d'être touché ou non par la crise politique.

Tableau 32: Habitant des bas quartiers et genre qui ont répondu : OUI

enquêté touchée: OUI/sexe	homme	femme	Fréq.	TOTAL
Non réponse	7	5	40,00%	12
salaire réduite	2	0	6,70%	2
plus d'économie	1	1	6,70%	2
endettement	1	2	10,00%	3
perte d'emploi	0	3	10,00%	3
mal nutrition	1	0	3,30%	1
déscolarisation	1	0	3,30%	1
baisse du pouvoir d'achat	1	3	13,30%	4
commerce bloqué	1	1	6,70%	2
TOTAL	15	15	100%	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Pour ceux qui se sentent touché par la crise politique, la plupart dit que cela est prouvé par leur baisse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire que leur capacité financière à satisfaire leur besoin a diminué depuis la crise ce qui veut dire que la crise a un effet plutôt économique néfaste dans leur vie, il y a aussi ceux qui ont perdu leur emploi et ont du s'endetter. D'autre disent aussi qu'ils ne font plus d'économie c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'épargne et le reste ont dit qu'ils sont malnutri depuis la crise et que leur salaire ont été réduits vu que les dépenses ne couvrent plus les besoins. En effet la crise politique a donc un effet sur l'économie et le social des enquêtés des bas quartiers.

Par rapport au sexe, ce sont les hommes qui sont victimes de salaire réduite et les femmes plutôt victime de l'endettement. Cependant les deux sexes sont victimes de la perte d'emploi mais aussi l'inexistence d'économie.

Tableau 33: Habitants des bas quartiers et genre qui ont répondu : NON

enquêté non touchée: NON/sexe	homme	femme	TOTAL
Non réponse	8	10	18
emploi stable	2	1	3
pas de problème financier	0	2	2
pas de changement de vie	5	2	7
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Il y aussi des enquêtés qui ont répondu par « NON » car ils ne se sentent pas touchés par la crise politique parce que la majorité d'eux ont répondu que leur vie n'a pas changé car ils était finalement toujours pauvres que ce soit dans un contexte de crise ou non, tandis que le reste ont répondu que le raisons c'est qu'ils ont un emploi stable et n'ont pas des difficultés financières, donc pas de problèmes liés à la crise politique, ce qui implique que la crise n'ont pas d'effet sur leur vie. Ainsi ce sont les hommes qui affirment plus l'inexistence de changement de vie que les femmes et puis cette dernière n'est pas victime de problème de financement

Tableau 34: Habitants des bas quartiers touchés par la crise et revenu mensuel

enquêté touchée: OUÏ/revenu mensuel	Non réponse	- de 30000	[30000-70000[	[70000-110000[	[110000-150000[	[150000-190000[	190000 et+	TOTAL
Non réponse	0	1	2	3	3	1	2	12
salaire réduite	0	0	1	0	0	0	1	2
plus d'économie	0	0	0	0	1	0	1	2
endettement	1	0	0	1	0	1	0	3
perte d'emploi	1	0	0	1	0	1	0	3
mal nutrition	0	1	0	0	0	0	0	1
déscolarisation	0	1	0	0	0	0	0	1
baisse du pouvoir d'achat	0	0	0	0	1	2	1	4
commerce bloqué	0	0	0	2	0	0	0	2
TOTAL	2	3	3	7	5	5	5	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Dans ce tableau, on remarque que la baisse du pouvoir d'achat est aussi la raison la plus avancée pour dire que la crise touche les enquêtés. C'est aussi la même raison pour l'autre groupe. Ici, les raisons sont très diverses par rapport au groupe I. Elles sont très hétérogènes alors que celles du premier groupe sont plus homogènes et à travers ce tableau nous voyons que ceux sont qui sont les moins rémunérés qui gagnent moins de 30000ar par mois qui rencontrent des difficultés sociales comme la carence en nourriture et la déscolarisation des enfants et cela parait évident car c'est vraiment insuffisant pour faire face aux dépenses journalières nécessaires. Pour ceux qui gagnent 30000ar à 150000ar peuvent être victime de la compression des salaires, la perte d'emploi c'est-à-dire que le revenu mensuel a diminué pour ce ménage car en général c'est soit la femme ou son mari seul qui travail, le revenu mensuel ne peut donc pas également couvrir les dépenses journalières car il y a qui font recours à l'emprunt. A propos de la baisse du pouvoir d'achat ceux qui gagnent 110000 à 190000ar et plus qui se plaignent être affectés par la crise et a constaté que la crise a changé leur niveau économique alors que ceux qui gagnent moins de 110000 ar n'ont pas cité ce problème car leur vie n'a pas changé, depuis ils étaient pauvres que ce soit avant crise ou pendant crise. Cependant les problèmes rencontrés par ceux qui gagnent entre 150000ar à 190000ar sont le salaire réduit, l'endettement, la perte d'emploi et la baisse du pouvoir d'achat, ce qui explique que 190000 ar ne suffisent pas pour satisfaire aux besoins des personnes issues des bas quartiers vu qu'ils ont plus de bouche à nourrir que les cadres.

Si nous comparons les deux tableaux, 190000 ar n'est que le quart de 800000ar que gagne les cadres, c'est évident que leur niveau économique ne sont pas les mêmes mais aussi les habitants des bas quartiers rencontrent plus de problème économique vu qu'ils ont des professions aléatoires et instable mais aussi un niveau intellectuel moins valorisant par rapport aux cadres qui ont un emploi stable et bien rémunéré.

Tableau 35: Habitants des bas quartiers touchés ou non par la crise et situation matrimoniale

enquêté touchée par la crise politique/situation matrimoniale	marié	célibataire	divorcé	TOTAL
OUI	17	0	1	18
NON	10	2	0	12
TOTAL	27	2	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Ici, nous essayons de croiser les individus issus des bas quartiers avec leur situation matrimoniale. Ainsi nous pouvons dire que ce sont les mariés et divorcés qui se sentent touchés par la crise alors que les célibataires ne le sont pas. Cela peut s'expliquer par le faite que les mariés et les divorcés ont des charges alors que les célibataires sont encore à la charge de leurs parents et ne se sentent pas victime de cette crise.

Tableau 36: Cadres professionnels et genre touchés par la crise

enquêté touché par la crise politique/sexe	homme	femme	TOTAL
OUI	7	9	16
NON	8	6	14
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Nous voyons qu'il n'y a pas vraiment de différence entre ceux qui se sent touchés par la crise et ceux qui ne le sont pas, mais la majorité se sent touchée donc que ce soit cadres ou habitants des bas quartiers la majorité des enquêtés sont touchés par cette crise mais ce sont les raisons qui vont peut être les différencie. Au niveau du sexe féminin, ceux qui pensent être touché par la crise sont nombreux par rapport à ceux qui ne le sont pas. La question se pose alors pourquoi le sexe féminin pense être plus touché par la crise que le sexe masculin ? Parce qu'en général ce sont les femmes et les mères de famille qui sont les plus vulnérables dans la société, donc ce sont elles qui se plaignent pus de la situation, de plus les femmes ont beaucoup de responsabilité dans le développement de leur famille, ce sont les mères aussi souvent qui s'inquiètent sur l'avenir de leurs enfants alors que les hommes se préoccupent de leur travail au bureau et ne savent pas les vrais problèmes de famille.

Tableau 37: Cadres professionnels et genre qui ont répondu : OUI

enquêté touchée: OUI/sexe	homme	femme	Fréq.	TOTAL
Non réponse	8	6	46,70%	14
inflation	2	2	13,30%	4
baisse du pouvoir d'achat	4	4	26,70%	8
recours à l'emprunt	0	3	10,00%	3
conflit familial	1	0	3,30%	1
TOTAL	15	15	100%	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Par rapport aux habitants des bas quartiers, il n'existe pas de raisons différentes mais les réponses sont communes car la majorité des cadres enquêtés ont dit aussi qu'ils se sentent touchés par la crise politique car il y a baisse du pouvoir d'achat et logiquement cela est lié à l'inflation. Ici au niveau social nous voyons qu'il se peut aussi qu'il a des tensions et des conflits dans les familles, ces conflits peuvent provenir de problèmes économiques mais aussi de différences de points de vue. La différence de ces raisons par rapport a ceux des bas quartiers c'est que les cadres n'ont pas de problème d'emploi car même s'il y a crise leur salaire reste le même. A vrai dire toutes ces raisons sont interdépendantes

Au niveau du sexe, ce sont toujours les femmes qui font recours à l'emprunt et les hommes sont souvent victimes de conflit familial.

Tableau 38: Cadre professionnels et genre qui ont répondu : NON

enquêté non touchée: NON/sexe	homme	femme	TOTAL
Non réponse	7	9	16
toujours rémunéré	2	4	6
emploi bien stable	6	2	8
TOTAL	15	15	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

La majorité de cette population d'enquête a répondu qu'elle ne se sent pas touchée par la crise car évidemment ils ont un emploi stable et toujours rémunéré,

Donc la sensation et la perception d'être touché par la crise se base généralement sur le domaine économique.

Si nous comparons les réponses recueillies par les enquêtés qui sont touchés par la crise, la raison économique apparait comme la principale raison avancée pour dire que la crise politique touche les membres de ce groupe. La seule différence dans la perception de la crise se trouve au niveau linguistique, c'est-à-dire le mot ou le terme que les enquêtés utilisent. La modalité de réponse constante que les cadres et les bas quartiers utilisent dans notre cas est la « Baisse du pouvoir d'achat ». Dans tous les cas de figure cette modalité est la plus citée. Ce qui nous amène à voir ce qu'ils entendent par baisse de pouvoir d'achat.

Mais avant tout : qu'est ce que le pouvoir d'achat ?le pouvoir d'achat est la faculté d'acheter une chose en fonction du besoin mais à cause de la crise politique qui a un impact sur l'économie, ce pouvoir d'achat a diminué donc la satisfaction aux besoins. Si nous comparons les deux tableaux n°31 et n° 34 ci-dessus sur les enquêtés qui ont répondu par « OUI » il existe plus de réflexion dans les réponses citées par les cadres que celles des personnes issues des bas quartiers. Ensuite nous voyons que les réponses de ce dernier est plus pragmatique (salaire réduit, perte d'emploi) ou plus concrètes alors que pour les cadres c'est plutôt des réponses globales et théoriques. Nous pouvons aussi dire que ceux qui importe le plus pour les habitants des bas quartiers c'est leur besoin physiologique, qui est à la base des besoins selon Maslow et pour les cadres c'est le problème économique qui leur touche le plus

Ce qui est important à retenir, c'est que la société devient de plus en plus une société de consommation. Dans celle-ci, tout est presque accès sur le marché. De ce fait, axés sur la loi de l'offre et de la demande.

Tableau 39: Cadres touchés par la crise et revenu mensuel

enquêté touchée: OUI/revenu mensuel de l'individu enquêté	[200000-400000[	[400000-600000[	600000-800000[	800000 et +	TOTAL
Non réponse	6	4	3	1	14
inflation	1	3	0	0	4
baisse du pouvoir d'achat	1	5	2	0	8
recours à l'emprunt	1	2	0	0	3
conflit familial	1	0	0	0	1
TOTAL	10	14	5	1	30

Source : « Enquête personnelle, 2012»

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

Sur les 30 enquêtés classés dans ce groupe 14 pensent qu'ils ne sont pas touchés par la crise. 16 pensent qu'ils sont atteints par la crise. La baisse du pouvoir d'achat est la raison plus optée par ce groupe pour justifier qu'ils sont touchés par la crise. Huit sur seize, c'est-à-dire, la moitié de ceux qui pense être touchée par la crise. L'inflation est aussi parmi la raison la plus avancée. On remarque dans ce tableau que seul ceux qui gagnent 800000 ar et plus sont épargnés par la crise. Peut être qu'il faut avoir cette somme d'argent au minimum pour se sentir à l'abri de la crise, avoir un revenu mensuel entre 400000ar et moins de 800000 ar peut rencontrer des problèmes comme l'inflation et le baisse du pouvoir d'achat.

Au niveau des cadres donc ceux qui gagnent 800000 ar et plus n'ont pas des difficultés économiques par rapport à ceux qui touchent moins de 600000 ar.

Tableau 40: Cadres touchés ou non par la crise et situation matrimoniale

enquêté touché par la crise politique/situation matrimoniale	marié	célibataire	divorcé	TOTAL
OUI	12	3	1	16
NON	10	4	0	14
TOTAL	22	7	1	30

Source : « Enquête personnelle, 2012»

Au niveau des cadres, il n'existe pas vraiment une différence entre les variables car il y a des mariés qui se sentent touchés mais également des mariés qui ne se sentent pas touchés par la crise, donc que ce soit marié ou célibataire chacun peut être victime de crise.

6. Les effets économiques et sociaux de la crise politique selon les enquêtés touchés par la crise politique de 2009

Ici, nous allons faire un croisement de variable des effets économique et sociaux avec le niveau d'étude afin d'atteindre la validation de notre première hypothèse.

Tableau 41: Effets de la crise politique et niveau d'étude du point de vue des bas quartiers touchés par la crise politique

Enquêtétouchée: OUI/niveau d'étude	niv prim	CEPE	BEPC	BACC	BACC+2	TOTAL
Non réponse	3	0	5	3	1	12
salaire réduite	0	1	1	0	0	2
plus d'économie	0	0	0	2	0	2
endettement	1	0	2	0	0	3
perte d'emploi	0	1	1	0	1	3
mal nutrition	0	0	1	0	0	1
déscolarisation	1	0	0	0	0	1
baisse du pouvoir d'achat	0	0	1	2	1	4
commerce bloqué	1	0	1	0	0	2
TOTAL	6	2	12	7	3	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Comme nous avons vu ,18 personnes parmi les 30 enquêtés sont touchés par la crise, plus de la moitié c'est-à-dire 60%. Au niveau des bas quartiers, il y a deux personnes l'une victime d'endettement et l'autre la déscolarisation de ses enfants parmi les individus enquêtés de niveau primaire. Pour ceux qui ont le niveau CEPE et BEPC ils sont victimes de compression de salaire, d'endettement, de perte d'emploi, et de la baisse du pouvoir d'achat et commerce bloqué ou instable. Pour ceux qui ont le BACC et plus ils sont victime du fait de ne plus pouvoir faire d'économie et de s'épargner, de la perte d'emploi et la baisse du pouvoir d'achat. Ainsi nous constatons que la majorité de ces enquêtés touchés sont victime de la perte d'emploi et de la baisse du pouvoir d'achat. Et si nous faisons une comparaison entre les niveaux d'étude et les effets, nous voyons que ce sont qui sont de niveau CEPE et BEPC qui sont les plus touchés par la perte d'emploi par rapport à ceux qui ont le BACC et plus

Tableau 42: Effets de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres touchés par la crise politique

enquêté touchée: OUI/niveau d'étude	BACC	BACC+2	BACC+3	BACC+4	BACC+5	TOTAL
Non réponse	3	6	0	5	0	14
inflation	0	1	3	0	0	4
baisse du pouvoir d'achat	0	5	1	1	1	8
endettement	0	2	1	0	0	3
conflit familial	0	1	0	0	0	1
TOTAL	3	15	5	6	1	30

Source : « Enquête personnelle, février 2012»

Au niveau des cadres professionnels 16 personnes parmi les enquêtés sont touchés par la crise politique, en effet un paradoxe existe ici : les bacheliers ne pensent pas que la crise les atteint alors que ceux qui ont un BACC et plus pensent qu'ils sont touché par la crise. A part cela on remarque que plus on a un niveau d'étude élevé, moins on se sent touché par la crise alors que ce n'est pas le cas car il faut aussi tenir compte de la situation matrimoniale de ces enquêtés, cela implique que ceux qui ont un niveau d'étude supérieur sont les plus touchés par la crise car ils ont des charges contrairement aux bacheliers qui vivent encore avec leurs parents et ne rencontre pas des difficultés financières et sociales. Dans la majorité c'es la baisse du pouvoir d'achat qui est la plus cité donc que ce soit cadres ou habitants des bas quartiers beaucoup sont victime de cette baisse du pouvoir d'achat

Si nous comparons les deux tableaux ci dessus, nous voyons que les cadres ne sont pas victime de perte d'emploi et que leurs enfants ne sont pas déscolarisés, nous voyons aussi que les problèmes rencontrés par les cadres sont dans la majorité de base économique alors que ceux des bas quartiers sont plutôt économique et social, mais leu point commun est en fait l'endettement, c'est-à-dire que les enquêtés touchés recourent à l'emprunt vu le manque d'argent mais aussi les revenus ne couvrent plus les dépenses donc l'effet de la crise touche principalement les enquêtés au niveau économique.

Chapitre IV : Mass médias et crise politique

Dans ce chapitre, nous allons parler de la fréquence de la suivi des médias selon les enquêtés mais aussi afin de connaître la perception de la crise politique par rapport à la consommation des médias car notre deuxième hypothèse stipule que les mass médias contribuent à la construction de la perception de la crise politique.

Tableau 43: Les médias comme source d'information

Moyens d'accès à l'information	Effectif de ce qui les « utilise »
Journaux	4
Télévision	3
Radio	3
Internet	1
Journaux+Télévision	28
Journaux+Télévision+Radio	15
Journaux+Radio	3
Radio+Télévision	3
Total	60

Source : Enquête personnelle, février 2012.

Il y a quatre principales sources d'information que les enquêtés utilisent : la télévision, les journaux, la radio et l'internet. Ceux qui ont recours à internet restent encore très minimes. Le coût et le débit de la connexion à Madagascar peuvent être avancés pour expliquer ce fait. Il faut alors dire que notre population d'enquête n'évolue pas encore dans le monde de la technologie pour s'informer.

Il faut admettre donc que les enquêtés aiment s'informer d'ailleurs ils ont tous les moyens pour le faire.

La modalité la plus consultée par les enquêtés sont les journaux et la télévision. Après, il y a la modalité Journaux+Télévision+Radio. En général donc, la plupart de ces individus ont plus d'un moyen de s'informer. Cette multitude de moyen pour s'informer peut jouer un rôle important dans

la perception de la crise. En plus, cette diversité de source d'information démontre la liberté de presse et d'information à Madagascar.

Maintenant, nous allons voir ce qui intéresse les enquêtés dans les médias.

Tableau 44: Articles de presse les plus intéressants pour les enquêtés

Articles	Effectif
Politique	23
Social	18
Economique	2
Culture	1
Loisir	9
Actualité internationale	5
Faits divers	2

Source : « Enquête personnelle, février 2012. »

Le sujet politique est en pôle position, après la question sociale, le loisir, l'actualité internationale et les faits divers en ex aequo avec l'économie et enfin la culture.

Sur la politique, on peut dire qu'il y a des individus qui suivent vraiment la politique car c'est intéressant pour eux ou simplement pour s'informer. Il y a aussi ceux qui sont obligés à suivre l'évolution de la situation et, donc, embarqués dans les informations politiques malgré eux, il se peut par exemple que l'information ne parle que de la politique ou que le trois quart des informations concerne la politique. C'est le cas par exemple pendant les moments forts de l'Histoire politique du pays. Par « moment fort », nous entendons les grands évènements à caractère politique.

Essayons maintenant de voir qui sont les plus intéressé ou non à la politique mais qui suivent des informations sur ce sujet.

Tableau 45: Articles intéressants et sexe

sexe/article	Politique	Social	Loisir	Actualité internationale	Economique	Faits divers	Culture	Total
Homme	11	9	3	5	1	1	0	30
Femme	12	9	6	0	1	1	1	30
Total	23	18	9	5	2	2	1	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 ».

Le sexe féminin s'informe plus sur la politique que le sexe masculin mais en général, homme et femme s'informe tous sur la politique.

Dans la première partie nous avons divisé en deux principaux groupes les enquêtés, nous allons essayer de trouver une quelconque corrélation ou non entre ces deux groupes et l'intérêt pour l'information sur la politique.

Tableau 46: Combinaison des groupes et les types d'information

Article	Politique	Social	Loisir	Actualité internationale	Economique	Faits divers	Culture	Total
Grp I*	10	6	6	5	2	0	1	30
Grp II**	13	12	3	0	0	2	0	30
Total	23	18	9	5	2	2	1	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

*Groupe I. Ce groupe gagne plus de 200000 Ariary, a en général, un niveau d'étude en dessus du BACC

**Groupe II. Ce groupe gagne moins de 200000 Ariary, a en général, un niveau d'étude en dessous du BACC

C'est-à-dire le groupe I est relatif aux cadres professionnels et le groupe II les habitants des bas quartiers.

A première vue, sans analyse approfondie, celui qui gagne plus de 200000Ariary est moins intéressé à l'information sur la politique tandis que celui qui gagne moins de 200000 Ariary suit l'information sur la politique, cela se justifie par le fait que la majorité de la population est constituée de personnes pauvres et moyennement riche et se préoccupent beaucoup à leur avenir qui est instable et sont plus intéressés à la solution de la crise et son évolution alors que ceux qui ont un niveau intellectuel supérieur sont intéressés aussi mais ne se préoccupent pas trop de ces nouvelles des le journal car pour eux leur avenir n'est pas en danger vu qu'ils ont un emploi stable

Nous voyons aussi que c'est le groupe II qui s'intéresse plus au social car la crise a un effet visible dans leur vie sociale comme ce que nous avons vu : la déscolarisation des enfants, les problèmes alimentaires, l'insécurité surtout. À propos des loisirs et des faits divers c'est le groupe I qui est plus attiré car vu qu'il reste dans le bureau et quand il n'y a pas de travail à faire, il préfère se divertir et fait des jeux de loisirs, alors que le groupe II s'y intéresse peu du au faute de temps. A propos de l'actualité internationale c'est évident que c'est le groupe I qui s'y intéresse car généralement cette information est souvent relaté en français et le groupe II es plutôt faible en français car la majorité d'eux est de niveau BEPC, mais aussi ils disent que c'est la vie de leur nation qui leur préoccupe main non pas ceux des autres. Cependant le groupe I est intéressé par toutes les informations que ce soit national ou internationale .Le groupe I s'intéresse aussi à l'économie et à la culture par rapport au groupe II.

A présent, nous allons faire un test de Khi-deux pour savoir s'il y a une corrélation entre ces variables c'est-à-dire entre le groupe et l'article de journal. Le test de Khi-deux est inventé par le philosophe et mathématicien Pearson.

Tableau 47: Lien entre groupe et article

Grp/article	Politique	Social	Loisir	Autres	Total
Grp I	10	6	6	8	30
Grp II	13	12	3	2	30
Total	23	18	9	10	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Ce tableau ci-dessus nous montre les données recueillies sur terrain. Maintenant, nous allons voir la répartition théorique de ces données dans le tableau ci-dessous. La formule nous aidera à faire ce calcul :

$$n^*ij = \frac{ni.*n.j}{N}$$

i et j sont respectivement les lignes et les colonnes. N est l'effectif total des enquêtés.

Tableau 48: Effectif théorique

	Politique	Social	Loisir	Autres	Total (ni.)
GrpI (i=1)	11,5	9	4,5	5	30
GrpII (i=2)	11,5	9	4,5	5	30
Total (n.j)	23	18	9	10	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Théoriquement, tel devrait être la répartition équitable des effectifs.

Maintenant, nous allons calculer les écarts entre l'effectif réel, c'est-à-dire les faits observés sur terrain et l'effectif théorique, cela grâce à la formule suivante :

$$eij = nij - n^*ij$$

Tableau 49: Tableau des écarts

	Politique	Social	Loisir	Autres
GrpI (i=1)	-1,5	-3	1,5	3
GrpII (i=2)	1,5	3	-1,5	3

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Ce tableau nous amène au calcul des écarts pondérés qui démontrera les cases ou la case la/les plus éloignée(s) de la situation d'indépendance et ce qui ne l'est pas. Tout cela en appliquant la formule ci-dessous :

$$x^2ij = \frac{e^2ij}{n*ij}$$

Tableau 50: Ecart pondéré

	Politique	Social	Loisir	Autres	Total (ni.)
GrpI (i=1)	0,1957	1	0,5	1,8	3,49565217
GrpII (i=2)	0,1957	1	0,5	1,8	3,49565217
Total (n.j)	0,3914	2	1	3,6	*D²=6,99130435

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

D² étant la distance. Avec un degré de liberté γ= (i-1)(j-1) qui se traduit par γ= (2-1)*(4-1)= 3. Avec un seuil de risque d'erreur à 5% et en se référant au tableau de Pearson ou le tableau de la distribution de x², on a x²= 7,82.

D² est inférieur à x², donc, les deux variables sont indépendantes à 95%. Ceci dit, il n'y a pas un lien entre les deux groupes et les informations qu'ils suivent.

Dans ce paragraphe, nous allons examiner s'il y a une corrélation entre la définition de la crise que les enquêtés ont élaboré et l'influence des médias sur la construction de la définition de la crise.

Ci-dessus nous avons vu qu'on a la typologie des définitions données par les enquêtés : définition à connotation politique et définition à connotation économique. Regardons alors ce que les médias véhiculent dans ces informations du point de vue des enquêtés.

Tableau 51: Information les plus véhiculées par les médias

Information les plus véhiculées	Effectif
Crise politique et sortie de crise	47
Insécurité	10
Ne sais pas (non réponse)	3
Total	60

Source : « Enquête personnelle, février 2012 »

Le champ politique domine bel et bien donc le champ médiatique parce que selon la constatation des enquêtés, la crise politique et sa sortie est en vogue dans les médias. Il faut tenir en compte que pendant trois ans, nous vivons dans une crise. Ce qui fait donc que pendant des années la crise politique fait partie des sujets les plus traités. Il va sans dire alors que la population est noyée dans ces informations.

TROISIEME PARTIE

Analyses et Prospectives

Pour terminer notre recherche, nous allons enfin tenter de répondre à la problématique que nous avons posée au début afin de les valider. Pour cela nous allons exposer successivement les hypothèses dans un premier temps et ce n'est que dans un second temps que nous allons faire des analyses et proposer des pistes de réflexion.

Chapitre V :De la perception à la fonction des médias

Ce chapitre concerne uniquement la vérification de nos propositions de réponse à la problématique. En effet, il convient de donner un bref rappel de notre problématique et de nos hypothèses car la confirmation de ces derniers dépend de résultats des enquêtes.

Comme problématique nous avons posé : «comment la crise politique est-elle perçue en fonction des niveaux de vie ? »

Pour tenter d'y répondre, nous avons proposé les hypothèses suivantes :

- Le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique
- Les mass-médias contribuent à la construction de la perception de la crise politique

Afin d'approfondir notre objet d'étude, cette partie se basera donc sur la vérification des 2 hypothèses que nous allons voir successivement mais en faisant des études comparatives entre la perception des habitants des bas quartiers et des cadres professionnels..

1. Vérification de l'hypothèse n°1 :

Le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique.

En effet pour mieux comprendre notre mémoire de recherche, il est nécessaire d'expliquer notre hypothèse, pour nous tout est social, puis l'économie est lié au revenu mensuel et le culturel est lié au niveau d'étude des enquêtés.

Ici la perception de la crise politique est étudiée par rapport à la définition de la crise politique selon les enquêtés, puis les facteurs ou origines de la crise politique et en fin les effets de cette crise, c'est-à-dire que notre perception concerne la définition, les facteurs et effets de la crise politique.

a. Définition de la crise politique par rapport au niveau culturel et social

Après analyses des données recueillies dans la partie précédente, nous avons vu que la définition de la crise politique varie en fonction de l'appartenance social et le niveau intellectuel.

En effet, les cadres en raison de leur niveau intellectuel plus élevé ont une vision plus large de la définition de la crise politique que ceux des bas quartiers, c'est-à-dire que les réponses des cadres sont plutôt objectives et plus larges alors que celles des habitants des bas quartiers sont souvent subjectives et moins réfléchies. Mais nous avons vu aussi qu'il existait deux groupe de définition acquises par les enquêtés, d'un part une définition rattachée à la politique et d'autre part une définition rattachée à l'économie, ce qui fait qu'il y a une confusion de la définition de la crise politique.

b. Les facteurs explicatifs le la crise politique par rapport au niveau culturel et social

Après avoir parlé des définitions de la crise politique, nous allons maintenant déterminer les facteurs explicatifs de la crise politique.

Par rapport au donnés recueillies, nous avons vu que ce soit au niveau des cadres ou des habitants des bas quartiers, ce sont le hommes qui ont des idées plus larges que les femmes de plus les hommes perçoivent des facteurs plus larges et plus générales alors que les femmes ne disent que ce qu'elles entendent.

Par rapport au niveau culturel, nous avons su que ceux qui sont de niveau supérieur qui ont un sens plus larges des facteurs de la crise que ceux qui sont de niveau inférieur, ce qui explique que les habitants des bas quartiers vu que la majorité d'eux ont un faible niveau intellectuel donnent des réponses mois approfondies que les cadres.

c. Les effets de la crise politique sur l'économie et le social

Nous venons de voir la perception de la définition de la crise politique puis les facteurs de cette crise, maintenant nous allons voir les effets de cette crise sur le plan économique, social et culturel mais seulement d'après les enquêtés touchés par la crise politique.

Nous avons vu dans un premier temps que les personnes touchées par la crise atteignent plus de la moitié des individus enquêtés que ce soit cadre ou individu issu des bas quartiers.

Ce qui différencie les deux groupes à propos des effets de la crise est l'emploi, c'est-à-dire que seulement au niveau des habitants des bas quartiers que nous avons constaté la perte d'emploi et la précarité de l'emploi alors que les cadres ont un emploi stable.

Le niveau d'étude participe aussi à l'explication des effets de cette crise car ceux qui ont le minimum de diplôme et font parti des moins intellectuels sont les plus victimes de la crise car les rémunérations varient en fonction du niveau d'étude.

Au niveau des cadres, nombreux parmi eux se sentent touchés par la crise car la majorité d'eux sont mariés et ont des charges familiales, c'est ainsi que leur pouvoir d'achat diminue.

Au niveau des bas quartiers, la majorité est aussi touchée par la crise cependant d'autre affirme que la crise accentue leur pauvreté et leur faible niveau de vie alors que pour d'autre la crise n'est pas un phénomène nouveau car qu'il y a crise politique ou pas leur niveau de vie reste le même, de plus ils étaient toujours pauvres depuis leur existence.

Parlons maintenant des effets sociaux qui différencient les deux groupes, nous avons comme problèmes sociaux le conflit familial pour les cadres alors que pour les habitants des bas quartiers sont la malnutrition et la déscolarisation. Ce qui fait que la crise a pour effet sur les besoins primaires des habitants des bas quartiers alors que pour les cadres c'est juste une instabilité sociale voir conflit familial en raison de l'appartenance politique.

d. Le niveau économique conditionne la perception de la crise

Nous avons vu que crise économique et crise politique sont facilement assimiler par les enquêtés mais aussi que les raisons pour justifier qu'il y a une crise ou non chez eux ont tous une connotation économique. Nous pouvons alors dire que l'économie est le « capteur sensoriel » le plus utilisé pour notre échantillon. Dans la vie quotidienne, ce capteur peut se traduire par le goût, c'est-à-dire ce qu'il mange, ce qu'il boit, en général, ce qui satisfait les besoins physiologiques, surtout pour la survie.

On a remarqué aussi que la crise est plutôt vue comme un changement négatif surtout pour les vulnérables. Leurs modalités réponses reflètent tout cela. Ici, nous entendons par changement négatif, une rupture avec le mode de vie précédent. Cette rupture entraine une sensation d'insécurité car tout peut être bouleversé d'un jour à l'autre. S'il y a un changement négatif, il y a aussi alors un changement positif. En effet, celui-ci peut signifier une rupture ou non (stabilité,

constant) avec le mode de vie précédent. Si rupture existe, elle ne peut être qu'une amélioration et non détérioration.

Examinons donc, si la situation économique influence la perception de la crise. Pour cela, deux variables étaient utiles : le revenu mensuel et les raisons qui font dire aux enquêtés que la crise les atteint.

Au niveau des cadres, nous avons vu que leur revenu mensuel varie de 200000 ariary à 800000 ariary et +. Cependant ceux qui gagnent moins de 800000 ar peuvent rencontrer des difficultés financières contrairement à ceux qui gagnent au dessus de cette somme .Ce qui nous fait dire que les moins rémunérés sont ceux qui sentent plus touchés à la crise.

Au niveau des habitants des bas quartiers, nous avons pu constater que leur revenu mensuel varie de moins de 30000 ariary à 190000 ariary et +. Ce qui fait que le revenu des bas quartiers enquêtés est loin d'atteindre celui des cadres, de plus le revenu des habitants des bas quartiers est souvent aléatoire et n'est pas suffisant pour satisfaire leurs besoins, c'est logique que la majorité d'eus se plaigne de la pauvreté et du faible niveau de vie.

A travers les définitions de la crise politique, les facteurs explicatifs puis les effets de la crise, ainsi qu'en comparant le niveau économique des enquêtés en fonction de leur réponses nous avons pu vérifier notre première hypothèse qui stipule que le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique.

2. Vérification de l'hypothèse n°2 :

Les mass-médias contribuent à la construction de la perception de la crise politique.

Généralement les médias contribuent en grande partie à la construction et la perception de la crise. Mais quels sont les rôles des mass- médias ? Elles favorisent la communication, elles ont pour rôle de transmettre des messages et des informations.

Nous avons vu que les sources d'information utilisées par les enquêtés sont la télévision, la radio, les journaux et l'internet. Ce qui implique que notre population d'enquête est informée et dont la majorité a le moyen de s'informer.

D'après les enquêtes recueillies mais également par rapport à l'observation en général de la réalité, nous voyons que parmi les grands titres qui figurent dans les journaux quotidiens concernent souvent la politique dont fait partie la crise politique.

Cependant les idées des journalistes ne sont pas souvent neutre vis-à-vis de la politique car ils prennent position, En effet il y a des médias qui favorisent la politique de l'opposition et d'autre du coté de celui qui est au pouvoir. Cela est aussi constaté au niveau des chaines télévisés et radios de la capitale. Ce qui fait que la perception de la politique est influencée et façonnée par les médias consommés par chaque individu selon son appartenance politique et leur préférence médiatique, car il y a qui sont habitués à lire les journaux en malgaches et d'autre en français. Ce choix varie aussi en fonction du niveau d'étude, du niveau de vie et de l'appartenance social. En effet, au niveau des habitants des bas quartiers les types de journaux qu'ils lisent sont généralement des journaux en malgaches comme le « gazetiko », « malaza » et « Ao raha » ; ces types de journaux sont d'après eux coutent moins chères et riches en information surtout au niveau national du pays. De plus, ces types de journaux sont faciles à comprendre et à lire pour les habitants des bas quartiers vu qu'ils ont un faible niveau d'étude. Contrairement aux cadres professionnels, leur types de journaux sont souvent des informations en français, comme le « Midi Madagascar », « l'express » et « l'observateur » et qui coutent plus chères.

D'après nos enquêtes aussi, nous avons constaté que la majorité de notre population d'enquête s'informent et beaucoup lisent des articles sur la politique .D'autres s'intéressent plutôt aux informations sur le social ou même aux différents loisirs.

Dans la partie introductive, nous avons avancé que les médias jouent un rôle important dans la conception de ce qu'est une crise. Et, nous avons vu que les enquêtés suivent tous les médias. Nous sommes donc, en droit de dire qu'il se peut que ce fait puisse être crucial dans l'élaboration subjective de ce qu'est une crise. Aussi, les médias mobilisent deux principaux « capteurs sensoriels » : l'ouïe et la vue. Parmi ces deux capteurs, le dernier est le plus efficace car la elle enregistre plus rapidement.

Chapitre VI : Analyses et Pistes de réflexion

Ce dernier chapitre consistera à faire des critiques et des analyses puis émettre une piste de réflexion et des propositions de solutions à la crise politique

1. Critiques et analyses

a. Critique sur la définition de la crise politique

Si nous analysons les réponses des enquêtés sur la définition de la crise à partir le leur perception nous avons vu qu'il existe une certaine confusion de définition car d'autre le définisse économiquement et d'autre politiquement ; en effet d'autre disent que c'est une crise économique alors que pour d'autre c'est le « ady seza » selon le terme malgache que nous avons traduit comme course à place politique , l'instabilité du pouvoir et absence de compromis et de consensus entre les politiciens.

Cependant comme nous l'avons définit au début la crise politique est d'abord purement politique et non pas économique, c'est-à-dire que c'est au niveau de la politique qu'il y a crise mais non pas au niveau économique ou d'autre, la crise politique est considérée comme une période de conflit entre politiciens au pouvoir car ce sont ceux qui sont au pouvoir qui sont en désaccord ou en conflit et cela engendre des problèmes sur tous les plans de la société.

Donc une crise politique est définie comme une instabilité du pouvoir, mais la majorité des définitions requise fait référence aux origines ou plutôt les facteurs de la crise politique comme l'abus de pouvoir. Ce qui fait qu'il y a aussi confusion entre définition de la crise politique et les facteurs explicatifs de la crise car la perception immédiate de la crise ne sont pas les mêmes pour tout le monde, c'est-à-dire que chacun construit leur signification de la crise à partir de leur perception personnelle.

Nous pouvons dire aussi que la crise d'aujourd'hui est une crise de système car le système économique impose son dictat dans le système politique, ainsi l'Etat devient un relais, le médium entre la politique et l'économie est l'argent

b. Justification de théories utilisées

Nous pouvons donc conclure que la perception de la crise politique est en rapport étroit avec la représentation sociale car la crise politique est représentée différemment selon les classes sociales étudiées. En effet, chacun construit sa perception et sa représentation de la crise en fonction de la réalité dans laquelle il vit mais aussi des informations qu'il reçoit et surtout de son entourage et de son milieu d'appartenance.

Nous avons parlé aussi de l'ethnométhodologie qui est en rapport avec la perception, nous avons pu constater que la construction du sens de la crise dépend de la perception de celle-ci qui prend son origine au niveau de la société.

c. Approche comparative des classes sociales

A propos des classes sociales étudiées c'est-à-dire les habitants issues des bas quartiers et les cadres professionnels, nous savons que le premier est dans un quartier populeux et le second issue des quartiers plutôt chic, ainsi nous avons vu que ce qui intéresse le premier est généralement tout ce qui répond à leurs besoins fondamentaux et ne se souci pas trop à la résolution de la crise politique même s'il y a effet pus ou moins négatif de celle-ci dans leur vie. De plus ils ont des idées souvent subjectives et moins larges alors que les cadres ont plus de réflexion et font des analyses plutôt critique. Cela se justifie par le fait qu'ils ont plus d'accès à des informations plus larges mais aussi parce qu'ils ont un niveau intellectuel plus étendu et élevé qui leur permet d'avoir des idées plus approfondies et objectives.

Généralement c'est la société dans laquelle nous vivons qui façonne notre perception et notre représentation d'une chose.

d. Analyse des facteurs explicatifs de la crise politique

Parmi les facteurs explicatifs de la crise politique, l'abus de pouvoir, l'incompétence des politiciens dans la pratique du pouvoir et l'absence de compromis et de consensus entre les politiciens sont les plus cités par les enquêtés. Toutes ces affirmations nous paraient évidentes et bien vraies ;les dirigeants qui se sont succédés dans notre pays n'ont jamais fait preuve d' l'amour de la patrie mais utilise le pouvoir pour manipuler et exploiter la population, ils ne visent que leur

intérêt personnel et non pas l'intérêt public, à l'instar du président Ravalomanana qui n'a pas su gérer en mélangeant la gestion de son Entreprise tiko et l'Etat, cet abus de pouvoir est aussi marqué par l'absence d'alternance politique entre les dirigeants, ce qui est au pouvoir ne veut jamais quitter le pouvoir mais veut toujours garder sa place ou sa chaise le plus longtemps possible, comme Andry Rajoelina qui n'était jamais élu légalement pourtant il continue à élargir la transition en vue de son intérêt personnel, a propos de l'incompétence des politiciens, cela concerne la mauvaise gouvernance comme la non application de la démocratie ,le non transparence dans la gestion de l'Etat mais aussi l'inexistence de l'Etat de Droit ;La mauvaise gouvernance s'explique par le fait que la plupart des projets de l'Etat ne répondent pas aux besoins de la population, les dirigeants ne visent pas ce qui est mieux pour la population mais ce qui est mieux pour eux et les bailleurs, ce qui peut entrainer l'endettement croissant du pays vis-à-vis de l'extérieur, mauvaise gouvernance se traduit aussi par le fait qu'actuellement le régime fait semblant d'instaurer la démocratie pour faire bonne figure devant les bailleurs de fonds en acceptant la cohabitation des mouvances, par définition la démocratie est le régime politique dans lequel le peuple est souverain.

Quant au droit de s'exprimer et d'émettre les idées, nous voyons que cela n'est pas respecté car la population doit se taire et n'ont pas droit de s'imposer aux projets et aux idées de l'Etat. La non transparence se prouve par la corruption, les problèmes de népotisme et de complaisance car d'habitude ce sont la famille et les amis de celui qui est au pouvoir qui tiennent la majorité des places importantes au niveau de l'Etat. De plus la réalisation des différents dossiers administratifs dans la procédure d'un dossier n'est pas facile mais il faut de l'argent ;si nous parlons de l'Etat de droit qui est aussi un des facteurs de la crise, par définition, Etat de droit signifie que les pouvoirs publiques doivent exercer leurs fonctions selon les balises définies par un ensemble de normes juridiques ; par simple formule : « nul n'est au dessus de la loi » cependant beaucoup des politiciens qui ont enfreint la loi et ont fait des actes illégales ne sont pas puni comme le trafic de bois de rose, le détournement de fond publique. En effet de ces infractions qui mènent le citoyen ordinaire au tribunal, les politiciens ne se soucient guères. « Arguant d'une prétendue immunité pour leurs actes délictueux, ils récusent les injonctions de la justice. Et s'ils sont condamnés lors de règlements de compte entre dirigeants ou à l'occasion de changements de pouvoir, ils revendiquent l'amnistie comme un dû, quelle que soit la gravité des crimes et des délits commis. Cette culture de l'impunité constitue une tare de la classe politique. »[16]

Pour finir cette analyse nous allons parler de l'absence de compromis et de consensus entre les politiciens qui sont aussi un des facteurs explicatifs de la crise politique, à Madagascar les partis

[16]SEFAFI (2010).L'année de la honte,10ème recueil

politique s'élève à 400 au total et ils ont chacun d'eux leur raison d'existence ainsi que leurs idées. Dans le contexte actuel ce sont les partis politiques de ceux qui ont été déjà au pouvoir qui sont les plus connus et qui cohabitent, actuellement nous utilisons le terme cohabitation des 4 mouvances pour caractériser ce nouveau système d'organisation du gouvernement. Depuis la crise de 2009 ces 4 mouvances n'ont cessé chacune d'elle à émettre leur idées et de voir par la suite que ces idées deviennent le terrain d'opposition entre les mouvances, d'où les désaccords et la pérennisation de la transition.

e. Une instabilité chronique

La crise de 2009 n'est pas un événement isolé. Depuis l'indépendance du pays, l'alternance du pouvoir n'a jamais eu lieu par les urnes, mais bien par des mouvements de rue qui ont mené au remplacement du président, en passant parfois par une période de transition. L'analyse des causes de cette instabilité permet de comprendre comment la crise de 2009 a pu se produire et montre pourquoi la HAT ne diffère pas vraiment dans ses pratiques des régimes précédents.

i. Un président monarque

Depuis l'indépendance, le peuple malgache n'est pas parvenu à s'accorder sur le rôle et le fonctionnement de l'Etat.118 Divisé entre une conception monarchique du pouvoir héritée de l'ancien régime en vigueur avant l'arrivée des colonisateurs et les aspirations démocratiques contemporaines de la population, Madagascar a pratiquement toujours été dirigé par des présidents extrêmement puissants, au pouvoir quasi-incontesté. « C'est un vernis d'institutions qui a été mis en place à l'indépendance en 1960, copié sur le système français, mais qui ne s'est jamais transformé en Etat de droit »[17]. Le pouvoir ne se partage donc pas, ou seulement avec des proches, et dans ce cas le président détermine ce qu'il cède et à qui il le donne. Cette conception du pouvoir pose problème à deux niveaux. Premièrement, le président ne permet pas aux institutions de jouer leur rôle et à l'opposition d'exister. La contestation finit donc par exploser dans la rue. Deuxièmement, ce règne sans partage crée immanquablement des mécontents, qui sont prêts à semer le trouble quand leurs intérêts sont en péril. Les présidents successifs n'ont en effet jamais permis le développement d'institutions solides et indépendantes, utilisant plutôt leur position pour monopoliser le pouvoir et contrôler tous les rouages de l'Etat.

ii. Un débat public verrouillé

[17]Crisis Group.Madagascar :sortir du cycle de crises(2010).Rapport Afrique n°156

Tous les présidents ont pris soin de verrouiller l'espace public Sous Ravalomanana, pour les opposants, « plus le temps avançait, moins on pouvait dire de choses. Les gens ne parlaient pas » [18]Les manifestations ont été interdites, les opposants réprimés, et ceux qui étaient responsables de violences à leur encontre rarement poursuivis. En ce qui concerne la liberté de réunion, « l'interdiction est devenue le principe et la liberté l'exception »[19], note le SeFaFi, l'Observatoire de la vie publique. Au-delà des difficultés rencontrées, il existe également un élément culturel notable : « il est mal perçu de s'opposer, c'est comme si on portait atteinte à la personne. » Il est donc simple pour le pouvoir de s'imposer. « Dans notre culture on ne peut pas être contre quelqu'un. On est une société de consensus. »[20]Le débat ne vise donc qu'à restaurer ce consensus, pas à explorer des voies différentes. De plus, le débat démocratique souffre d'un faible niveau d'éducation civique

Par ailleurs, les médias souffrent également de plusieurs faiblesses qui les empêchent souvent de remplir leur rôle de contre-pouvoir. Le premier problème, celui de la formation, a pour conséquence un manque fréquent de professionnalisme, qui se traduit par un manque de recul critique et une forte politisation de la presse, notamment dus à l'absence de recoupement des sources. Ce phénomène est accentué par le fait que, souvent, les médias dociles accèdent plus facilement à l'information, un élément intériorisé par une partie des journalistes. Certains patrons de presse sont également des opérateurs économiques et tempèrent parfois leurs journalistes pour éviter les ennuis. De nombreux hommes politiques possèdent leur propre chaîne de télévision, station de radio ou journal, qui sont perçus comme le moyen de transmettre leurs idées au public. Les nouveaux médias créés par des personnalités politiques fleurissent d'ailleurs à l'approche d'échéances électorales. Quelle que soit l'importance de l'information, la majeure partie des nouvelles doit être consacrée au pouvoir en place et les membres de l'opposition n'y ont traditionnellement jamais eu la parole

iii. Une constitution instrumentalisée

Les constitutions malgaches ont toujours été modifiées pour refléter les intérêts particuliers des présidents successifs De plus, les modifications renforcent les pouvoirs du président, qui est autorisé à exercer trois mandats à la place de deux, notamment en l'autorisant à déterminer la politique générale de l'Etat.

[18]Entretien de Crisis Group, consultant indépendant, Antananarivo(2009)

[19] SEFAFI« La démocratie et l'esprit républicain »(2008)

[20]Op.cit

iv. La manipulation de la Haute cour constitutionnelle

Un problème crucial à Madagascar est que sans garde-fou, le président est libre de ne pas respecter les textes fondamentaux. Ainsi, si la constitution autorise le président à légiférer par ordonnance dans des cas très spécifiques, Ravalomanana a utilisé cette disposition de manière répétée pour passer des lois décisives. Ceci n'est possible que grâce à la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui a toujours légalisé la position du président. Cette partialité est intégrée à la constitution puisque trois membres de la Cour sur neuf sont directement nommés par le président. A l'occasion de l'élection présidentielle de décembre 2001, le décompte des voix variera en effet en fonction de la composition de la Cour.

La subordination de la Haute cour ne semble pas avoir changé avec l'arrivée de Rajoelina puisque les juges déclarent légale la passation de pouvoir du 17 mars. Fin avril, plusieurs plaintes de partisans de Ravalomanana étaient rejetées par la Cour. La HCC agit donc comme un instrument au service du pouvoir car si elle ne le fait pas elle risque d'être remerciée. Depuis mars, le gouvernement navigue dans un flou juridique complet, passant de la Troisième République à un régime de transition, unilatérale puis consensuelle, avant de revenir en arrière, sans qu'aucun des textes ne soit pour autant respecter. Lorsque le président de la HAT annonce le 18 décembre qu'une assemblée constituante choisira un Premier ministre après les élections législatives, il passe d'un régime présidentiel à un régime parlementaire sans se voir opposer de résistance par les organes de contrôle.

f. Analyse des effets de la crise politique

Comme ce que nous avons fait dans la partie précédente, l'analyse des effets de cette crise sera étudiée aussi à trois niveaux d'abord économique, social et politique.

Sur le plan économique, nous avons vu qu'il y a baisse du pouvoir d'achat, inflation, prolifération du secteur informel, endettement et le manque de financement.

Nous avons déjà mentionné cette inflation au début de notre présentation mais nous allons quand même le rappeler, par définition l'inflation c'est l'augmentation des prix, d'après les données de la statistique le taux d'inflation a pu être maintenu à 9% en 2009 mais en 2010 le taux s'est évalué à 9,2%, cette hausse qui provient de la hausse plus importante des prix des produit locaux et des PPN ce qui fait qu'il y avait une hausse de 0,2 %. Nous sommes en 2012 et c'est évident que ce taux d'inflation s'accroisse de plus en plus à cause de la crise politique interminable. Quand il y a inflation cela implique une baisse du pouvoir d'achat car le revenu mensuel ne s'augmente pas par rapport à

la croissance de l'inflation donc le revenu ne couvre plus les dépenses des ménages et les ménages sont obligés de minimiser leurs dépenses.

Nous avons vu aussi qu'il y prolifération du secteur informel depuis la crise car « les conditions de vie d'un large partie de la population se sont détériorés, en particulier à Antananarivo, à cause de la perte d'emploi suite à la suspension de l'AGOA ; La part de la population qui travaille dans le secteur informel, estimée à 70% de la population a augmenté et ses recettes diminué »[21]. Les activités informelles ont pris le relais et le secteur primaire demeure relativement intact, ce qui permet à une population habituée à une économie de survie de ne pas sombrer.

En ce qui concerne l'endettement, vu l'inflation le revenu ne suffit pas à satisfaire les besoins, la population est obligé de faire des emprunts au près des banque de micro finance pour faire des prêts afin d'améliorer leur condition de vie.

A propos du manque de financement, la sanction de l'Union européenne coûte cher à Madagascar. Elle signifie la suspension définitive de plusieurs projets qui auraient dû influer directement sur le quotidien de la population. La totalité du 10e Fonds européen de développement (FED), par exemple, est suspendue. Son montant s'élève à 588 millions d'euros. Tous les décaissements relatifs aux projets liés à ce financement sont suspendus durant les 12 prochains mois. 40 % étaient destinés au transport, 30 % à l'appui budgétaire, 20 % au développement rural et les 10 % restants à la gouvernance ainsi qu'à divers .Le financement européen n'est pas négligeable dans la réhabilitation des infrastructures. Les 40 % des 588 millions d'euros représentent 235 millions d'euros. Parmi les plus grands projets qui auraient dû être financés par ce fonds figure la réhabilitation de la Route nationale 13 reliant Ihosy et Tolagnaro. L'arrêt de ces travaux risque de coûter cher au régime de transition car la population riveraine attend la concrétisation de ce projet depuis le passage de l'ancien ambassadeur de l'Union européenne sur place il y a deux ans.

L'autre impact catastrophique concerne l'aide budgétaire. Les 30 % suspendus représentent 176 millions d'euros; 16 autres millions d'euros issus du 9e FED auraient dû être versés en 2009. Comme son nom l'indique, l'aide budgétaire est destinée à financer directement les projets d'investissements

[21]Crisis Group.Madagascar :la crise à un tournant critique ?(2010).Rapport Afrique n°166

prévus dans la loi de finances. En 2010, 2 000 milliards d'ariary d'aide internationale étaient attendus par le ministère des Finances et du budget. Le manque de financement handicape le fonctionnement de l'Etat dans de nombreux secteur de l'administration, en pertes de repères, fonctionne souvent au ralenti, alors qu'une certaine amélioration de son efficacité avait été initié par le régime précédent. Il en résulte des grèves importantes dans de nombreux secteurs tels que l'éducation, la santé et la justice, que le gouvernement parvient difficilement à juguler

Sur le plan social, il y a l'accroissement du taux de chômage, la recrudescence de l'insécurité, la déscolarisation des enfants et le pullulement des sectes.

Nous allons présenter dans le tableau ci-dessous le taux de chômage en 2009 afin de prouver sa croissance

Tableau 52: Le taux de chômage en 2009

Mois	Effectifs
Février	799
Mars	3402
Avril	3483
Mai	2248
Total	9932

Source : OMEF 2009

Comme nous le voyons le pic se trouve au mois d'Avril, c'est-à-dire en pleine transition. « Les estimations les plus prudentes indiquent qu'au moins 70000 personnes auraient perdu leur emploi, 25000 suite à la suspension de l'AGOA, »[22] alors que certaines études faisaient déjà état de 200000 emplois perdus en octobre 2009.

Parlons maintenant de la recrudescence de l'insécurité, dans ce contexte, « la criminalité a fortement augmenté (le chiffre de 400% d'augmentation est avancé) sans que les forces de sécurité

[22] Op.cit

soient en mesure de la contrer »[23]. Le sentiment d'insécurité est particulièrement élevé au sein de la population et la circulation d'armes à feu a augmenté. Certaines expliquent cette montée de la délinquance par les événements de pillages du début de l'année 2009, qui ont marqué les forces de l'ordre et ont contribué encore davantage à aggraver l'indiscipline dans leurs rangs et leur sentiment d'impunité.

En ce qui concerne la déscolarisation des enfants, « à la rentrée scolaire en septembre 2009, les élèves n'ont pu bénéficier du kit scolaire comme les années précédentes, l'abandon scolaire a ainsi été multiplié par trois antre mai et novembre 2009 et les inscriptions des élèves dans les écoles sont en baisse depuis 20009 alors qu'elles étaient en augmentation auparavant, les parents éprouvant de plus en plus de difficultés pour financer les études de leurs enfants »[24]. Les inscriptions aux examens suivent la même tendance préoccupante. L'UNICEF craint un impact négatif à long terme puisque les progrès vers l'éducation de base pour tous sont menacés

A propos du pullulement de sectes, la crise s'élargisse et s'aggrave de plus en plus. La population est sans espoir et essai de combler leur manque dans le contexte religieux en confiant leur avenir à Dieu. En effet la religion devient l'opium du peuple.

Sur le plan politique, les effets de cette crise sont les conflits entre les partis politiques, le non reconnaissance internationale et l'affairisme.

A propos des conflits entre les partis politiques, ils veulent tous gouverner et prendre le pouvoir, mais il y en aussi ceux qui changent de parti politique pour son intérêt personnel ce qui peut engendrer des conflits entre eux, l'un des problèmes est aussi la non reconnaissance de l'Etat car le pouvoir mis en place est anticonstitutionnel, considéré comme un coup d'Etat sur le champ international, des négociations ont été faite afin d'être reconnu mais voué à l'échec à cause du désaccord des 4 mouvances et enfin nous allons parler du problème affairisme, le système affairiste et clientélisme en vigueur sous les régimes précédents n'a pas été modifié, mais ces bénéficiaires ont par contre changé, si la situation est bloquée après plus de trois ans et demi, c'est simple c'est parce que certains font du business.

[23]Crisis group, entretien,colonel(2010)Madagascar:state of denial
[24]UNICEF(2010)Newsletter on the situation of children and families in Madagascar

Nous savons aussi que l'exportation de bois de rose à des multiples reprises ne cesse de continuer. Par rapport à ce dernier, nous pouvons le mettre en rapport avec le postmodernisme qui est caractérisé par la ruée vers les ressources naturelles car généralement les pays pauvres comme Madagascar ont des ressources inestimables alors qu'ils n'ont pas les moyens de les transformées contrairement aux pays riches qui sont riches en industries.

C'est cette différence qui donne aux politiciens de l'opportunité de faire du business afin de s'enrichir de plus en plus.

De plus, l'abus de pouvoir et la recherche de l'intérêt personnel est justifié par l'individualisme, c'est-à-dire que c'est plus la société qui prime mais c'est l'individu

En résumé, une longue transition permet aux autorités et aux politiciens de tirer leur profit et leurs intérêts pour s'enrichir car notre pays est dans une situation anomique.

g. Rôle et influence des mass médias

Les médias de masse est une force importante dans la culture moderne, en particulier en Amérique. Les sociologues appellent cela une culture médiatisée, où les médias reflète et crée la culture. Communautés et les individus sont bombardés en permanence avec des messages provenant d'une multitude de sources, y compris la télévision, les panneaux publicitaires et des magazines, pour n'en nommer que quelques-uns. Ces messages de promouvoir non seulement des produits, mais les humeurs, les attitudes, et un sentiment de ce qui est et n'est pas important. Les médias de masse rendent possible le concept de la célébrité: sans la possibilité de films, de magazines, et les médias pour atteindre à travers des milliers de miles, les gens ne pouvaient pas devenir célèbre.

Ici dans le présent mémoire, le principal rôle des médias est rattaché à la théorie culturaliste dont les gens interagissent avec les médias pour créer leurs propres significations sur les images et les messages qu'ils reçoivent. Ainsi nous avons vu que la majorité des enquêtés s'informe sur la politique, cependant chaque enquêté ont leur journal quotidien et leur moyen à l'information. Les médias donc joue un rôle important dans la perception car tous les jours les médias véhiculent les faits de la politique, ce qui en résulte que chaque individu peut avoir une perception de la politique même s'il n'y a pas d'impact observable de la crise politique dans leur vie car les médias sont la pour façonner ce qu'est une crise politique.

Nombreux parmi les enquêtés se préoccupent de leur vie quotidienne et non pas à la crise car la crise c'est une affaire au niveau de la politique. De plus les malgaches sont habitués par la crise politique.

En effet les mass médias, essaient d'aggraver ce contexte de crise pour attirer l'attention des lecteurs et des consommateurs, c'est du marketing mais la situation de crise n'a pas changé elle devient interminable et perpétuée.

Généralement, les médias se doivent montrer du professionnalisme, de l'objectivité et de la neutralité.

2. Pistes de réflexion

a. Résumé des résolutions de la crise politique de 2009

La crise arrive à son paroxysme le 7 février 2009 lorsque des affrontements entre les partisans du maire et la garde présidentielle font une trentaine de morts[25]. Grâce au soutien de l'armée gagnée par une mutinerie, Andry Rajoelina prend le pouvoir le 17 mars 2009 face à un Marc Ravalomanana contraint à l'exil. Cette date marque donc le début de cette crise politique. Andry Rajoelina s'est proclamé président de la Haute autorité de la transition (HAT). Cette arrivée au pouvoir de manière anticonstitutionnelle a été rejetée par la communauté internationale.

Les efforts de médiation menés par l'UA, la SADC, l'ONU et l'OIF (le Groupe international de contact) pour négocier un accord sur la création d'un gouvernement intégré de transition et un calendrier électoral, ainsi une assise nationale à Ivato a été organisée le 30 mars au 3 avril 2009 afin de définir la durée de la transition et préparation des élections, ont jusqu'ici échoué.

Un accord de partage du pouvoir a été signé le 9 août 2009 à Maputo (Mozambique) entre Rajoelina et trois principaux dirigeants politiques – les anciens présidents Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy. Cet accord fragile a été suivi d'une deuxième et troisième série de pourparlers à Maputo le 24 aout 2009 et à Addis-Abeba (Éthiopie) dans l'acte additionnel où il a été convenu que Rajoelina resterait président de la HAT, mais avec deux vice-présidents Emmanuel Rakotovahiny et Fetison Andrianirina. Un premier ministre de consensus fut alors nommé et c'était Mangalaza. Toutefois, en dépit de longues négociations, les parties n'ont pu se mettre d'accord sur l'attribution des postes ministériels clés du gouvernement de transition, poussant Rajoelina à annoncer au mois de décembre qu'il rejetait unilatéralement les accords de Maputo et d'Addis-Abeba.

[25] Htttp//www.laverite.mg

Comme solution alternative pour mettre fin à la crise, il désigna un nouveau Premier ministre : Camille Vital et annonça que des élections parlementaires auraient lieu. C'était un gouvernement militaro- civile. Cette décision unilatérale accentua davantage l'antagonisme entre Rajoelina et les trois autres dirigeants.

Le 17 mars 2010, l'échec du retour aux accords de Maputo précédemment convenus a poussé le Conseil de la paix et de la sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) à appliquer des sanctions à 109 membres de la HAT et aux institutions connexes, notamment l'interdiction de voyager et le gel des actifs. À l'initiative de la France, une tentative pour reprendre les efforts de médiation est actuellement en cours. La situation demeure fragile et la presse a fait état de dissensions internes dans l'armée.

Le 28 au 30 avril 2010, les chefs de files se sont encore réunit à Prétoria pour la sortie de crise mais voué à l'échec car il n'existait pas de consensus entre eux.
La sortie de crise est toujours voué à l'échec jusqu'à ce jour, alors une concertation nationale a été organisé en juillet 2010 par les Ray aman-dreny mijoro, le pasteur Ramino Paul et les membres de la CNOSC. Cette concertation nationale est basée sur le processus malgacho-malgache.C'est a partir de cette concertation que les partis politiques ont décidé de se réunir de nouveau à Ivato le 11 au 13 aout 2010 pour élaborer un accord politique cependant les 3 mouvances n'ont pas assisté à cette réunion.
Le 11 décembre 2010, la HAT a été inaugurée avec l'Hôtel de Ville ainsi que la 4 ème république a été déclaré officiellement. L'accord d'Ivato n'attendait plus que les paraphes des 11 partis politiques concernés et les quatre mouvances .Cependant cet accord a été encore voué à l'échec à cause de l'absence de reconnaissance internationale et absence de consensus.
La dernière négociation jusqu'ici est la feuille de route à Sandton le 11 au 12 juin 2011 qui a été signé le 11 séptembre à Ivato par les mouvances sauf la mouvance Ratsiraka.
Le 28 octobre 2011, un premier ministre de consensus a été nommé : Beriziky, qui est un candidat de la mouvance Zafy.
Après plus de 3 ans de crise, la transition est dans l'impasse même après les différentes médiations dès le début de la crise comme la médiation de la FFKM puis la charte de Maputol , II et III en aout 2009 ; la négociation à Addis- Abeba le 2 et 7 novembre 2009 et finalement le sommet avec la SADC pour la feuille de route qui s'est déroulé le 17 et 18 aout 2011 à Sandton. Cette dernière feuille de route est celle que la transition actuelle essaie d'appliquer actuellement cependant la situation de crise est perpétuée et sans issue.

La problématique qui se pose est la suivante : quelle solution de crise proposera t-on pour Madagascar après toutes ces négociations ?

b. Proposition d'issue de cette crise politique.

Pour nous la solution ne peut venir que des malgaches, présidence collégiale. D'abord pour nous il est essentiel de faire une réconciliation nationale et régionale, aveu entre les chefs de tous les crimes commis par eux, c'est-à-dire faire une discussion entre les 4 chefs des 4 mouvances en dévoilant les vérités puis le pardon et enfin compensation. Utopique ? Mais indispensable dans le but est le rétablissement de l'ordre constitutionnel mais pour cela il faut faire des élections. Cette réconciliation a une vertu thérapeutique dans le sens où elle rétablit la relation brisée. Cette relation se trouve à deux niveaux. D'abord au niveau horizontal. Les élites du pouvoir doivent se réconcilier entre eux, de même aussi pour la masse. Ensuite au niveau vertical. Les gouvernants doivent demander pardon et réparer leurs fautes envers les gouvernés. L'objectif étant d'essayer de restaurer le vivre ensemble ou le *fiaraha-monina*

Il est aussi nécessaire de faire une concertation nationale et chercher les solutions ensemble ; afin d'éviter aussi une nouvelle crise politique nous suggérons une alternance politique, appliquer l'Etat de Droit et lutter contre la culture d'impunité.

Après un accord malgacho-malgache, entrer dans une vraie transition dans un processus consensuel et inclusive, c'est-à-dire unilatéral entre les protagonistes. En effet « l'esprit de groupe est une caractéristique majeure du comportement malgache éxaltée par de nombreux proverbes et résumée par l'expression « marimaritra iraisana ».[26]Cependant dans ce processus nous avons quand même besoin du GIC ou Groupe International de contact qui sera servi de contrôle de garant et de garde fou. Nous savons que nous ne pouvons pas nous retirer de la relation internationale car nous sommes un pays dépendant et dominé économiquement, culturellement et politiquement, cela est à cause de la mondialisation et de la post modernisme. En effet, la post modernisme se caractérise par la ruée vers les ressources naturelles ce qui fait qu'il y a domination des pays industrialisés sur les pays sous développés qui ont des ressources inestimables. Donc pour pouvoir se développer et tirer des profits, Madagascar est censée d'entretenir des relations avec l'extérieur car mondialisation oblige.

A propos des élections il est important de faire une élection transparente, équitable sans exclusion en d'autre terme et tout le monde doit pouvoir se présenter

[26]URFER(S). Le doux et l'amer. Foi et justice, 2003

Pour qu'il y a confiance entre dirigeant et peuple, le candidat à la présidence doit élaborer un projet de société et répondre aux besoins de la population et une fois au pouvoir, appliquer les choses dites promises et plus d'aberration et ni de démagogie dans la pratique du pouvoir, appliquer la bonne gouvernance et la démocratie

D'où la tache de la transition et d'assurer les affaires courantes et préparer les élections à fin d'avoir une reconnaissance internationale et un ordre constitutionnel.

En résumé, La population est généralement considérée par ceux qui sont au pouvoir comme des enfants ; les politiciens infantilisent la masse afin de gérer le pouvoir. En effet la masse considère les politiciens comme des « Ray amandreny » : ceux qui connaissent le mieux pour elle et « to-teny », et dans la société malgache, les ray aman-dreny sont dignes de respect, alors que ces ray aman-dreny profitent de cette considération afin de tirer leur profit et de pérenniser leur pouvoir.

Il est conseillé à la population d'être conscient des pratiques politiques à Madagascar et ne se laisse pas influencer par les actes d'aberrations, et du storytelling faites par les politiciens

Généralement pour accéder à un pouvoir, les politiciens instrumentalisent la masse en faisant des meetings, des revendications contre le pouvoir en place et c'est de cette habitude que la population doit s'en méfier.

A propos des élections, la population doit bien faire le choix de leur candidat et ne se laisse pas influencer par les actes d'allégeance des politiciens, il est nécessaire d'approfondir l'éducation citoyenne et faire connaître à la population leur droit de vote.

Il est finalement important de revenir sur le « fihavanana », c'est-à-dire qu'il faut une réconciliation au niveau de la population, se considérer comme unie par la malgachéité , ne pas permettre à la politique de détruire les liens sociaux existants au sein de la famille, des régions et de la population en général.

CONCLUSION GENERALE

Les investigations que nous avons effectuées auprès des bas quartiers et des cadres s'avèrent très bénéfique car il nous a permis d'étudier le thème concernant la perception de la crise politique de 2009

Afin d'accomplir notre recherche, nous nous sommes demandés : comment *la crise politique est-elle perçue en fonction des niveaux de vie ?»* Pour y répondre nous avons proposé les deux hypothèses suivantes :

Le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique

Les mass-médias contribuent en grande partie dans la construction de la crise politique dans la perception du public.

Ces hypothèses ont été vérifiées et nous ont permis de répondre à la problématique. La crise de 2009 est une émanation logique des problèmes dont souffre Madagascar. Depuis l'indépendance du pays, les présidents n'ont cessé d'instrumentaliser les institutions, les empêchant d'exercer leur fonction de contrôle les unes sur les autres. Elles n'ont donc pas pu les empêcher d'étendre leur pouvoir dans toutes les sphères de l'Etat, et leur ont même permis de resserrer leur contrôle. De plus, la majorité de l'opposition s'est toujours montrée particulièrement volatile et n'a pas pu présenter d'alternative crédible au pouvoir en place. Mais le monopole du pouvoir finit toujours par se retourner contre son détenteur et, lorsque cela arrive, la descente dans la rue est le seul moyen de se faire entendre.

C'est justement cette crise politique cyclique et interminable qui nous a poussée à choisir ce thème afin d'analyser la perception de la crise politique, ainsi nous avons vu que les enquêtés définissent la crise selon leur perception et voient les causes et les conséquences à partir de la réalité et des expériences vécues mais aussi par l'influence des médias

Nous avons pu constater donc que la crise politique est un problème au niveau de la politique mais qui affecte l'économie et le social de la société malgache.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

1. ABRIC(J).L'étude expérimentale des représentations sociales. In : JODELET(D). Les représentations sociales. Paris, PUF ,1989
2. GARFINKEL(H). Etudes d'ethnométhodologie.Paris, PUF, 2007
3. HERZLICH (C.). Santé et maladie Analyse d'une représentation sociale. Paris, MOUTON, 1969
4. CVETEK (N), DAIBER (F) .Qu'est ce que la société civile ? Friedrich Ebert, 2011
5. URFER (S). Le doux et l'amer. Madagascar au tournant du millénaire. Foi et justice 2003

Ouvrages spécifiques :

6. ANDRIAMIRADO (S).Madagascar depuis 1972, la marche d'une révolution. Paris, L'Harmattan, 2001
7. ANDRINIRINA (N), JEROME (B), RABOVOHITRA (N), RASOLOFO (P).Madagascar dans la tourmente. Paris, L'Harmattan 2010
8. ROUBAUD(F) Identités et transition démocratique : L'exception Malgache ?, Tsipika , L'Harmattan, Paris,2000
9. JODELET (D.). Représentations sociales : phénomènes, concepts et théorie. In : MOSCOVICI(S) ; Psychologie sociale. Paris, PUF, 1984
10. RALAMBOMAHAY (T) .Madagascar dans une crise interminable. Paris. L'Harmattan, 2011
11. RASOLO(A) La question du pouvoir, Cahiers des sciences sociales, n°1, Filière sociologie ESDEGS, Antanarivo, Université de Madagascar, 1984

Mémoire :

12. Mémoire dans le cadre du cours : Modèles explicatifs piagétiens et psychologie du rêve par MONTAGERO. (J). La source du rêve : mémoire ou perception ?Unige. 2011

Document officiels :

13. CRISIS GROUP .Madagascar : sortir du cycle de crises. rapport Afrique n°156, 2010
14. CRISIS GROUP .Madagascar : La crise a un tournant critique ? rapport Afrique n°166, 2010
15. SEFAFI. La démocratie et l'esprit républicain, Antananarivo. 2008
16. SEFAFI .L'année de la honte. Communiqués 2011, Antananarivo 10ème recueil
17. INSTAT .Rapport économique et financier 2010-2011

WEBOGRAPHIE

http//Fr.wikipedia.org : définition perception et représentation sociale d'Abric, de Jodelet et de Herzlich

http//www.madagascar-tribune : Proposition pour une sortie de crise immédiate

http//www.laverite.mg : Situation actuelle à Madagascar

http//www.linternaute.com : perception

http//www.dicopsy.com : perception

http//www.ethnoinformatique.fr/mo/resource/view: ethnométhodologie d'Harold Garfinkel

http//www.assistancescolaire.com/eleve/TSTG : classe sociale

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE ..... - 1 -
1. **Choix du thème** ..... - 2 -
2. **Choix du terrain** ..... - 2 -
3. **Problématique** ..... - 3 -
4. **Hypothèses** ..... - 3 -
5. **Objectifs** ..... - 3 -
6. **Méthodologie** ..... - 3 -
7. **Limites et problèmes rencontrés** ..... - 4 -
8. **Plan du travail** ..... - 5 -

I. Généralités sur la crise politique à Madagascar ..... - 7 -
1. **Rappel historique des crises politiques à Madagascar** ..... - 7 -
a. Crise politique de 1972 : ..... - 7 -
b. Crise politique de 1991 : ..... - 8 -
c. Crise politique de 2002 : ..... - 10 -
d. Crise politique de 2009 : ..... - 11 -
2. **Contexte général actuel** ..... - 13 -
a. Sur le plan économique ..... - 13 -
b. Sur le plan social ..... - 14 -
c. Définition de la crise politique ..... - 15 -
1. **Définition général de la perception selon Jacques Montagero** ..... - 17 -
2. **L'Ethnométhodologie de Harold Garfinkel** ..... - 18 -
3. **Définition de la classe sociale** ..... - 19 -
4. **Représentation sociale** ..... - 19 -
a. D'après Dr. Jodelet ..... - 19 -
b. D'après Herzlich.C ..... - 20 -
c. D'après Abric ..... - 20 -

Chapitre II : Terrain et population d'enquête ..... - 22 -
1. **Les habitants des bas quartiers** ..... - 22 -
2. **Les cadres professionnels** ..... - 23 -
3. **Présentation de la population d'enquête** ..... - 24 -

Chapitre III : Dynamique de la perception de la crise politique ..... - 32 -
1. Définition de la crise politique ..... - 32 -
2. Les facteurs explicatifs de la crise politique de 2009 ..... - 36 -
3. Les effets de la crise politique de 2009 ..... - 39 -
4. Perception de la population touchée par la crise ..... - 47 -
5. Preuve d'existence et d'inexistence de la crise politique selon les enquêtés touchés ou non par la crise politique ..... - 48 -

6. Les effets économiques et sociaux de la crise politique selon les enquêtés touchés par la crise politique de 2009 ..... - 55 -

Chapitre IV : Mass médias et crise politique ..... - 58 -

Chapitre V :De la perception à la fonction des médias ..... - 66 -
1. Vérification de l'hypothèse n°1 : ..... - 66 -
2. Vérification de l'hypothèse n°2 : ..... - 69 -

Chapitre VI : Analyses et Pistes de réflexion ..... - 71 -
1. Critiques et analyses ..... - 71 -
a. Critique sur la définition de la crise politique ..... - 71 -
d. Analyse des facteurs explicatifs de la crise politique ..... - 72 -
e. Une instabilité chronique ..... - 74 -
f. Analyse des effets de la crise politique ..... - 76 -
g. Rôle et influence des mass médias ..... - 80 -
2. Pistes de réflexion ..... - 81 -
a. Résumé des résolutions de la crise politique de 2009 ..... - 81 -
b. Proposition d'issue de cette crise politique. ..... - 83 -

CONCLUSION GENERALE ..... - 85 -

BIBLIOGRAPHIE ..... - 86 -

WEBOGRAPHIE ..... - 87 -

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux

Liste des graphes

QUESTIONNAIRE

LISTE DES ACRONYMES

RESUME

Liste des tableaux

Tableau 1: Durée des quatre crises politiques à Madagascar ..... - 12 -
Tableau 2: Tableau n°2 : Population d'enquête selon l'âge et le sexe ..... - 24 -
Tableau 3: Situation matrimoniale et taille du ménage ..... - 25 -
Tableau 4: Situation matrimoniale et nombre d'enfants ..... - 26 -
Tableau 5: Profession et revenu mensuel des cadres ..... - 27 -
Tableau 6: Profession et revenu mensuel des personnes issues des bas quartiers ..... - 28 -
Tableau 7: Niveau d'études des enquêtés ..... - 29 -
Tableau 8: Définition de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers ... - 32 -
Tableau 9: Définition de la crise politique et genre du point de vue des cadres ..... - 32 -
Tableau 10: Catégorisation des réponses ..... - 33 -
Tableau 11: Définition de la crise politique et niveau d'études du point de vue des bas quartiers .- 34 -
Tableau 12: Définition de la crise politique et niveau d'étude du point de vue de cadres ..... - 35 -
Tableau 13: Facteurs de la crise politique et genre du point de vue bas quartiers ..... - 36 -
Tableau 14: Facteurs de la crise politique et genre du point de vue des cadres ..... - 36 -
Tableau 15: Facteurs de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers ..... - 37 -
Tableau 16: Facteurs de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels ..... - 38 -
Tableau 17: Effets économiques de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers ..... - 39 -
Tableau 18: Effets économiques de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels ..... - 40 -
Tableau 19: Effets économiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers ..... - 41 -
Tableau 20: Effets économiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels ..... - 41 -
Tableau 21: Effets sociaux de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers ..... - 42 -
Tableau 22: Effets sociaux de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels - 43 -
Tableau 23: Effets sociaux de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers ..... - 44 -
Tableau 24: Effets sociaux de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels ..... - 44 -
Tableau 25: Effets politiques de la crise politique et genre du point de vue des habitants des bas quartiers. ..... - 45 -
Tableau 26: Effets politiques de la crise politique et genre du point de vue des cadres professionnels - 46 -

Tableau 27: Effets politiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des habitants des bas quartiers. ..... - 46 -
Tableau 28: Effets politiques de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres professionnels ..... - 47 -
Tableau 29: Population touchée par la crise du point de vue des habitants des bas quartiers..... - 47 -
Tableau 30: Population touchée par la crise du point de vue des cadres professionnels..... - 48 -
Tableau 31: Habitants des bas quartiers et genre touchés par la crise ..... - 48 -
Tableau 32: Habitant des bas quartiers et genre qui ont répondu : OUI..... - 49 -
Tableau 33: Habitants des bas quartiers et genre qui ont répondu : NON..... - 50 -
Tableau 34: Habitants des bas quartiers touchés par la crise et revenu mensuel..... - 50 -
Tableau 35: Habitants des bas quartiers touchés ou non par la crise et situation matrimoniale..... - 51 -
Tableau 36: Cadres professionnels et genre touchés par la crise ..... - 52 -
Tableau 37: Cadres professionnels et genre qui ont répondu : OUI ..... - 52 -
Tableau 38: Cadre professionnels et genre qui ont répondu : NON ..... - 53 -
Tableau 39: Cadres touchés par la crise et revenu mensuel..... - 54 -
Tableau 40: Cadres touchés ou non par la crise et situation matrimoniale..... - 55 -
Tableau 41: Effets de la crise politique et niveau d'étude du point de vue des bas quartiers touchés par la crise politique ..... - 56 -
Tableau 42: Effets de la crise politique et niveau d'études du point de vue des cadres touchés par la crise politique..... - 57 -
Tableau 43: Les médias comme source d'information..... - 58 -
Tableau 44: Articles de presse les plus intéressants pour les enquêtés..... - 59 -
Tableau 45: Articles intéressants et sexe..... - 60 -
Tableau 46: Combinaison des groupes et les types d'information ..... - 60 -
Tableau 47: Lien entre groupe et article..... - 61 -
Tableau 48: Effectif théorique..... - 62 -
Tableau 49: Tableau des écarts ..... - 62 -
Tableau 50: Ecart pondéré..... - 63 -
Tableau 51: Information les plus véhiculées par les médias..... - 64 -
Tableau 52: Le taux de chômage en 2009..... - 78 -

Liste des graphes

Graphe 1: Durée des quatre crises politiques à Madagascar..... - 12 -

ANNEXES

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE

FANONTANIANA MIKASIKA NY FOMBA FIJERY NY KRIZY POLITIKA

QUESTIONNAIRE SUR LA PERCEPTION DE LA CRISE POLITIQUE

- **Fanontaniana ankapobeny (Questions d'ordre générale)**

Lahy (masculin): manam-bady /nisara-bady (Marié / divorcé/célibataire)

Vavy (feminin): Loham-pianakaviana (Chef de famille)

Taona (age) Eny (oui) / tsia (non)

Asa atao (profession): Toeram-ponenana (lieu de résidence)

fari-pahalalana (niveau d'instruction) Isan'ny olona ao antokatrano (Taille du ménage)

1) Manan-janaka ve ianao ?(avez-vous des enfants ?) : eny (oui) / tsia (non)

-raha eny, firy ? (si oui combien ?)

Isan'ny ankizy ao an-trano (Nombre d'enfant résidant) :

enfants	Nbr	Préscol aire	I	2dair	Univ	Abondonn e l'école	Traivaille(à preciser l'emploi)	Chomage ou inactif	N'a jamais fréquenté l'ecole
0-4ans									
5-9									
10-14									
15-19									
20-24									
25 et +									

2) Fianarana ianaran’ny ankizy(établissement fréquenté) :public (miankina) / privé (tsy miankina)

- **<u>Fanontaniana momba ny fidiram-bola (Questions sur le revenu) :</u>**

3) Manana fidiram-bola ve ianao (Avez-vous un revenu ?)

Raha eny isam-bolana sa isan’andro (Si oui, est t-il mensuel ou journalier)

-Raha isam-boana (Si mensuel) :

A	B	C	D	E
- 20 000	20000-30000	30000-100000	100000-150000	150000-200000
F	G	H		
200000-400000	400000-800000	800000 et +		

-Raha isan’andro de hoatrinona (Si journalier combien)

- **<u>Fanontaniana mikasika ny krizy politika (Questions sur la crise politique) :</u>**

4) Mahatsapa ve ianao fa misy tokoa ny krizy politika amin’izao fotoana izao?

(D’après vous, la crise politique existe-t-elle vraiment ?)

-Raha eny,manomeza porofo :

(si oui, donnez des preuves)

-Raha tsia, manomeza porofo :

(si non, donnez des preuves)

5)Raha araky ny hevitrao , inona no atao hoe krizy politika ?

(A votre avis, c’est quoi la crise politique?)

6)Nahoana no lazaina fa mandalo krizy ny firenena ankehitriny aminao ?

Pourquoi dites vous que le pays traverse une crise politique?

7) Aminao manokana, iza no tena hianjadian'ny krizy politika ?

(a votre avis qui subisse le plus la crise politique?

-ny mpitondra(dirigeant) -ny mahantra (les pauvres)

-ny manankarena (les riches) -ny malagasy rehetra(tous les malgaches)

- hafa :…… -ny vahoaka madinika (les démunis)

8) Ary ianao ve mahatsapa fa misy fihantraikany amin'ny fomba fiananao ny krizy politika?

(y a-t-il des changements de votre modes de vie par rapport à crise politique?)

-raha eny, manomeza porofo (si oui, donner de preuves)= social/ économique/ autre :

-raha tsia , manomeza porofo (si non,donner de preuves)=social/économique/autre :

9) aminao manokana, inona avy ireo antony heverinao fa miteraka krizy politika?

(à votre avis,quelles sont les origines de la crise politique ?)

-

-

-

-

10)Inona avy ny vokatra ateraky ny krizy politika ?(diriger l'enqueté)

(Quelles sont les conséquences ?)

-eo amin'ny lafin'ny sosialy : sur le plan social (travail des enfants,pbm d'emploi,secteur informel,pbm de nutrition, ……..

-eo amin'ny lafin'ny ekonomika :sur le plan économique (import export, essence, endettement, baisse du pouvoir d'achat

-eo amin'ny lafin'ny koltoraly :sur le plan culturel (religion, secte,

Autres :……..

- **<u>Fanontaniana mikasika ny haino aman-jery (Questions sur les mass médias) :</u>**

11) Mamaky gazety ve ianao ? eny (oui) tsia(non)

(Lisez vous le journal ?)

12) Isaky ny inona ianao no mamaky gazety ?

(Fréquence de lecture des journaux)

- latsaky ny indroa isan-kerinandro ? (Moins de deux fois par semaine)

- entre deux fois et 4 fois par semaine (indroa ka hatramin'ny in'efatra isan-kerinandro)

- plus de 4 fois par semaine (mihoatra ny in'efatra isan-kerinandro)

Hafa :……..

13) Inona ny gazety famakinao ? fa maninona ?

(Quel(s) journal(aux) avez-vous l'habitude de lire ? Pourquoi ?)

14)Rehefa mijery titre gazety ianao ?inona no tena mahasarika anao?

(Lorsque vous lisez les titres de journaux, lequel vous attire le plus?)

-Politique, social, loisir

Raha politika inona momba ny politika no tena mahasarika sy mahaliana anao matetika ?

(Si c'est la politique, quel contexte de la politique vous impressionne et que vous lisez habituellement ?)

15)Ianao ve mihaino fandaharana mikasika ny fiainam-pirenena na fiainana politika mandeha amin'ny radio ?

(Ecoutez vous des émissions sur la vie nationale ou politique à la radio ?)

Eny (oui) + chaîne écoutée et le titre de l'émission +fréquence :

Tsia (non)

16)Raha eny ; mandray anjara amin’ireo antso antarobihy mivantana ve ianao ?

(si oui participer vous à des appels directs?)

-eny

-tsia

17) (Ianao ve mpijery fandaharana mikasika ny fiainam-pirenena na fiainana politika mandeha amin’ny fahita lavitra ?)

Regardez-vous des émissions sur la vie nationale ou politique à la télévision ?

Eny (oui) + chaîne regardée et le titre de l’émission +fréquence :

Tsia (non)

18)Araky ny hevitrao, inona no karazam-baovao voizin’ ny haino aman-jery matetika amin’izao ?

(A votre, quels sont les actualités ou les faits les plus véhiculés par les mass médias ?

ANNEXE II

LISTE DES ACRONYMES

AGOA: African Growth Opportunity Act

CAPSAT : Corps des Personnels et des Services Administratifs et Techniques

CPS : Conseil de la Paix et de la Sécurité

FED : Fond Européen de Développement

FNDR : Front National pour la Défense de la Révolution

FFKM : Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina et Madagasikara

GIC : Groupe International de Contact

MAE: Ministère des Affaires Etrangères

MONIMA : Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar

PSD: Parti Social Democrate

SADC: Southern Africa Development Community (Commumauté de développement de l'Afrique australe)

SEFAFI: SEhatra FAnaraha-maso ny FIainam-pirenena

UA: Union Africaine

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

UNICEF: United Nations International Children's Emergency Fund

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

ANNEXE III

RESUME

Nom: RAMBOAZAFY
Prénoms: Meva Vanessa
Date et lieu de naissance: 30 juillet 1988 à Fénérive Est
Titre de mémoire : La perception de la crise politique 2009
Rubrique épistémologique : sociologie politique
Nombre de pages: 89
Nombre de tableaux : 52
Référence bibliographiques : 17

Résumé :

Le présent mémoire ayant pour intitulé la perception de la crise politique 2009 au niveau des individus des bas quartiers et des individus considérés comme cadres professionnels. Nous avons donc fait des études comparatives de deux sociétés différentes afin de faire des comparaisons mais aussi pour évaluer leur perception d'une crise politique

La problématique évoquée était : comment la crise politique est-elle perçue en fonction des niveaux de vie ?

Les hypothèses du présent travail reposent sur le fait que le niveau économique, social, culturel conditionne la perception générale de la crise politique puis les mass-médias contribuent en grande partie dans la construction de la crise politique dans la perception du public.

Il est escompté que ces hypothèses ont été vérifié et que les analysent ont montré que la crise politique est cyclique à Madagascar cependant celle de 2009 est interminable et que les origines des crises sont souvent les mêmes, d'où la solution est au niveau de l'Etat et de la société.

Mots clés : crise politique, perception, économique, social, bas quartier, cadres professionnels
Contacts : 033 78 016 45
Directeur de mémoire : Madame ROBINSON Sahondra